

La création de l'Union des forces démocratiques d'Espagne

Le communiqué du Comité Directeur publié ci-dessus fait état de la constitution de l'Union des forces démocratiques d'Espagne. Nous avons dans notre numéro du 23 juin publié les grandes lignes du communiqué annonçant la naissance de l'U.F.D.E. Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte intégral de ce document.

« Les forces politiques démocratiques du pays ayant pleinement conscience du fait que seule une action commune des divers groupes est capable de provoquer le renversement de la dictature totalitaire dont souffre actuellement l'Espagne et d'écarter ainsi la possibilité d'une situation chaotique susceptible d'engendrer une quelconque nouvelle dictature, conviennent d'aboutir à un accord qui s'appuiera sur les conditions suivantes :

- 1) Les signataires poursuivront une politique d'opposition totale au régime actuel, lui refusant toute collaboration et s'y attaquant par tous les moyens efficaces.
- 2) Le seul régime politique acceptable sera un régime démocratique. A cet effet, nous envisageons, après la disparition du régime franquiste, une situation transitoire avec un gouvernement provisoire sans engagement institutionnel précis, que ce soit monarchiste ou républicain, gouvernement qui accordera une pleine amnistie, rétablira les libertés politiques et organisera des élections législatives pour que le peuple espagnol puisse choisir, avec toutes les garanties, le genre de régime qu'il préfère. Tous les Espagnols devront accepter ce régime.
- 3) Les forces démocratiques soussignées, animées par la résolution de maintenir l'ordre, contribueront à la formation des structures politiques futures de l'Etat. Celles-ci tiendront compte des peuples qui forment l'Etat et dont il faut respecter les droits. Elles ouvriront à cette fin les voies nécessaires à leurs aspirations à l'autonomie par le moyen de la libre expression de leur volonté et prendront, en temps utile, les dispositions nécessaires en vue du développement naturel de leurs personnalités respectives au cours de la situation transitoire, mesure prévue dans la deuxième condition ci-dessus.
- 4) Réaffirmant l'opposition déclarée à n'importe quel genre de dictature, les soussignés à cet accord n'accepteront aucune condition avec quelque force totalitaire que ce soit, communiste ou fasciste.
- 5) La politique étrangère de l'Espagne

devera prendre le sens d'une politique de solidarité avec tous les peuples libres du monde, notamment avec les peuples de l'Europe et de l'Amérique latine avec lesquels les liens spirituels et économiques seront renforcés au maximum.

6) Une coopération vigoureuse se maintiendra entre les groupes signataires de cet accord, laquelle durera tout au moins jusqu'à la défaite de la dictature, la liquidation énergique et dans le calme des responsabilités qu'elle a contractées, et l'établissement au plus tôt de conditions permettant à tous les Espagnols de vivre ensemble dans une véritable démocratie.

7) Les partis et organisations signataires de cet accord conserveront leurs programmes respectifs et poursuivront également une action politique indépendante par leurs propres moyens ; mais ils conviennent de créer un instrument de coopération qui s'intitulera *Union des forces démocratiques* (Union de fuerzas democraticas). A cette organisation, chacune de ces forces présentera pour examen et décision toute idée et proposition orientées vers la formulation du programme commun. En outre, tant que cet accord est en vigueur, les signataires s'engagent à ne conclure aucun pacte marginal, à moins qu'il ne soit acceptable à tous.

8) Tout autre groupe ou force manifestement et véritablement démocratique peut adhérer à l'Union des forces démocratiques à condition qu'il accepte les points fondamentaux de cet accord. Les particuliers peuvent également collaborer à des conditions semblables.

Cette déclaration confirme les points d'accord qui se révélèrent au cours d'entretiens qui eurent lieu le 5 avril 1961 entre les signataires. Cependant, malgré l'accord ci-dessus, s'il survient une situation différente de celle envisagée dans ce document, les soussignés se réservent d'adapter leur position, le cas échéant, selon le sens et l'orientation de cette nouvelle situation ».

- Isquierda democratica cristiana
(Gauche démocratique chrétienne)
- Partido socialista obrero español
(Parti socialiste espagnol)
- Partido nacionalista vasco
(Parti nationaliste basque)
- Esquerra republicana de Catalunya
(Gauche républicaine de Catalogne)
- Accion republicana democratica
española
(Action républicaine démocratique
espagnole)
- Union general de trabajadores de
Espana
(Union générale des travailleurs
d'Espagne)
- Accion nacionalista vasca
(Action nationaliste basque)

La tribune de Nations

L'HEBDOMADAIRE DU MONDE ENTIER 150, Champs-Élysées PARIS-8^e

DIRECTION et REDACTION, BALZAC 14-50 VENDREDI 30 JUIN 1961 28^e ANNEE. - N° 815 Prix pour la France : 0,50 N.F. Etranger : 0,60 N.F.

APOCALYPSE POUR BERLIN

Apocalypse pour l'Algérie
Apocalypse pour l'été

A force d'écrire et de prononcer les mots d'Apocalypse, on peut penser qu'ils se désarticuleront, jusqu'à perdre leur sens fatidique et romantique.

afrique et la politique générale du même président De Gaulle. Il a formé un échec serré de d'aucuns, qui le servent, se sont employés à embrouiller plus encore.

Tout au plus, les premiers commentateurs ont-ils laissé voir qu'ils n'y comprennent plus grand-chose. Ce qui n'a pas dû déplaire à l'auteur de leur surprise, qui aime à surprendre, puisque c'est une des règles d'or de la tactique.

curieuse traversée, quelques experts et journalistes américains. Leur première réaction a été de poser que si la France rapatriait une division, puis d'autres, c'était... que tout allait bien, décidément, en Algérie.

der que le regroupement, c'est-à-dire le partage, est un projet politique sérieux, et que les mouvements de troupe annoncés en sont le signal réel.

LES DESIRS ET LES FAITS

AINSI, toute le monde devrait être content. D'autant que nous oublions sans doute quelques-unes des interprétations contradictoires que l'on continuera à donner, en Algérie, en France et dans le monde, d'une décision si particulière du président De Gaulle.

Un reportage politique d'André ULMANN

puisse lui donner le commandement véritable, qu'il ne vise à exercer que sur ceux qui ne lui sont pas acquis.

LE FIL

NOUS l'avons montré souvent, et il faut bien le reconnaître, puis-que ses derniers auditeurs l'ont remarqué encore : la quête qu'il fait pour meubler les silences de son pouvoir est bien celle des dangers et des menaces, qu'il sait dramatiser comme il faut.

L'ECHEVEAU

TOUT hier, comme le veut le président De Gaulle avec quelque obstination, permet d'abord de ne plus laisser reconnaître ce qui est cause et ce qui deviendra effet. Il serait nécessaire cependant de déterminer les rapports subtils que l'habileté du président De Gaulle, autant que les maladroites applications de certains de ses exécutants, ont pu laisser entre la politique algérienne, la politique allemande, la politique atlantique, la politique

ALGERIE, CHEF-LIEU BERLIN

LA surprise succède à l'équivoque. Nous n'analysons si longuement le fait en question, c'est-à-dire le rappel d'une division, puis d'autres, d'Algérie sur le front européen que parce qu'il comptera, plus tard, dans les annales, comme l'un des plus significatifs, dans lequel on étudiera toute une politique.

Le président De Gaulle, dans un premier mouvement, à la garden-party, use, pour expliquer sa décision, de l'Apocalypse de Berlin, dont nous faisons mention. Il dégarait une Apocalypse, celle d'Algérie, pour l'autre, celle d'Europe, de quelques-uns de ses figurants. Il rappelle ainsi que c'est en Europe, après de la République fédérale allemande, qu'il faut mener le jeu principal qu'il se donne. Pour un peu il assurerait au F.L.N. que celui-ci doit épouser ses vues européennes et l'aider dans ses ambitions continentales. Pour un peu, aussi, il ferait demander aux forces de l'A.L.N. d'entrer dans l'armée française pour venir servir sous Berlin.

DU BON USAGE

LES vraies raisons, militaires et politiques, techniques en quelque sorte, du rappel de cette division, et d'autres, sont sans doute très différents de tout ce qu'on en a dit. L'art songeur du président De Gaulle est d'utiliser cette mesure, que des considérations qui relèvent du secret l'ont sans doute décidé à prendre, pour remplir plusieurs des missions qu'il assigne à sa tactique politique, si meuble il le doit, finalement, à atteindre aucun de multiples objectifs qu'il a entrevus.

D'AUTRES USAGES

LE deuxième usage qu'il en veut faire pourrait être de persuader qui voudrait l'être de son désir plus assuré que jamais de faire cesser la "domination" de l'Algérie par la force. Il paraît bien en avoir convaincu, par une

CE N'EST PAS FINI

LE troisième usage de la décision annoncée à la garden-party de l'Élysée, puis par M. Michel Debré, pourrait être de faire impression sur l'armée et les Français d'Algérie : les persua-

Le désarmement doit être l'œuvre de tous les peuples

M. MAC CLOY, qui le président Kennedy, cédant sans doute à des obligations d'ordre électoral qui donnent à penser sur la "liberté d'action" dont il dispose actuellement, est celui-là même qui, à depuis dix ans, poussé au réarmement de l'Allemagne de Bonn.

Un tel choix à un tel poste et à un tel moment où les peuples ont à se prononcer entre la paix et le suicide, relève de l'absurde si nous n'avions pas la certitude que nous assistons aujourd'hui au dernier festival des "vraies guerres" de tout poil. A vrai dire, il faut avoir le cœur solide pour lire et entendre sans vomir les appels à la guerre dont nous sommes gratifiés, voilà bien des années, par les journaux indignes et des chefs de clans au bord de la folie.

Un instant déconcertés par l'évolution irréversible d'un monde qui leur échappe et contre laquelle elles ne peuvent rien à moins d'avoir recours à un massacre généralisé, les forces du passé — c'est une façon de parler — repartent à l'attaque en s'enivrant de mots et de formules qui, à l'époque des armes nucléaires, sont autant de menaçons ou la forfanterie n'a d'égal que la stupidité. Et ces débordements de passions interviennent alors que John Kennedy a besoin de billes pour des barrières de tractors s'élevaient sur les routes de France, ajoutant à la confusion des idées et des faits dans un pays, le nôtre, qui était promis à la grandeur.

L'AUTRE jour, à la radio, un savant "chez nous" se lamentait à la pensée d'avoir contribué, par ses travaux, lui qui ne songeait qu'à l'exploitation pacifique de l'atome, à pourvoir la soldatesque et ses complices d'engins de destruction massive, lesquels se trouvent maintenant entre les mains des imbéciles et des fanatiques, ceci étant la conséquence de cela.

Le progrès a de cruelles servitudes. Mais ce n'est pas une raison pour nous abandonner au désespoir. Dans la mesure où M. Mac Cloy n'est pas éternel, les jours des peuples seront longs.

POUR notre part, nous ne croyons pas au succès des conversations que poursuivent à Washington M. Mac Cloy au nom des U.S.A. et M. Zorine, qui représente l'Union soviétique. La décision appartient au président Kennedy plus encore qu'à M. Khrouchchev. Mais il est clair que si le président des États-Unis n'est en question l'accord qu'il a conclu tacitement à Vienne avec le numéro un du Kremlin, aux termes duquel Berlin n'est pas l'Allemagne et que les deux problèmes doivent être traités séparément, il est clair, disons-nous, que, dans une semblable hypothèse, tout serait à recommencer.

Reste à savoir comment et en quel état de décomposition cellulaire, étant hélas ! l'apanage de l'Ouest.

Soyons justes envers le président Kennedy : J.F.K. mesure le fossé qui sépare la politique qu'il voudrait suivre des déclarations de principe auxquelles il est

tenu vis-à-vis du Congrès et, en premier lieu, des "lobbies" qui tentent de lui forcer la main. C'est pourquoi J.F.K. se débarasse, peu à peu, des militaires de haut rang, qui prétendaient lui imposer leur point de vue. Il n'empêche que le monde occidental se réfugiera dans l'immobilisme, plus le monde communiste sera livré à ses préoccupations et à ses doutes.

LA semaine dernière, dans ces "colonnes", nous avons regretté que M. Khrouchchev, changeant d'avis, ait décidé de lier la question débattue à Genève de la limitation des expériences nucléaires au problème du désarme-

ment pris dans son ensemble. Et cherchant à expliquer le revirement du leader soviétique, nous avons suggéré que M. Khrouchchev s'était probablement inspiré de l'attitude de la France qui veut sa bombe — la vraie — et des réserves de la Chine communiste laquelle ne reconnaît que ce qu'elle aura signé. Quelques jours plus tard, M. Khrouchchev devait, dans un discours, exploiter les mêmes arguments que ceux dont nous nous étions servis. Il ne s'agit pas là de l'effet du hasard. La vérité est que le leader soviétique se trouve engagé, lui aussi, sur un chemin qui s'écarte souvent de la ligne droite et qu'il lui faut tenir compte des lacets qu'il n'avait pas prévus.

L'ENTREE en scène du tiers monde et la présence de la Chine ont fait que les problèmes à régler, et qui tous aboutissent au carrefour du désarmement, ne sont, à mesure que le temps passe, ni tout à fait les mêmes, ni tout à fait différents. Tandis que M. Khrouchchev s'efforce de s'adapter aux conditions nouvelles, l'Occident s'épuise dans ses chasses gardées et voit s'allonger son retard, ce qui est le signe de son impuissance.

Le désarmement doit être maintenant l'œuvre de tous les peuples, autant des peuples sous-alimentés qui accepteraient volontiers les "patates" des paysans bretons que des nations qui disposent de l'arme absolue dont la possession alourdit leurs charges et leurs espoirs. Tant il est vrai que personne dans la rue ou au coin du feu n'aspire au suicide. Seuls, les irresponsables battent le tambour comme si nous étions encore à la veille de la guerre de 1870, scandant leur musique des mêmes refrains et des mêmes slogans qui, pourtant à la belle époque des guerres classiques, n'ont eu d'autre résultat que de faire la fortune des entrepreneurs de monuments aux morts.

par Marcel GIMONT

Le "partage" comme moyen de diplomatie

LE général De Gaulle le fait savoir en toutes occasions. Instaurant l'Algérie en Etat souverain virtuel, sous réserve des rapports qu'il devrait avoir avec la France, il a fait entrer la discussion franco-algérienne dans sa phase diplomatique que l'on en puisse avoir. Encore faudrait-il prendre la mesure de toutes les conséquences, les plus inattendues de cette proposition. Ce n'est pas seulement pour le plaisir que je voudrais en énumérer quelques-unes.

LA première, peut-être, est que la méthode ainsi instaurée jonde le F.L.N. à réclamer que soit défini l'Etat algérien en question. C'est ce qui forme la question dite de "l'intégrité" de l'Algérie, où apparaît dès l'abord le problème du Sahara.

Mais supposons cette affaire réglée. On aborderait alors une difficulté majeure, de celles qu'on nomme généralement, par pudeur, le fond du problème. Et l'on sait que ces problèmes, comme certaines valises, ont plusieurs fonds. Il faudrait, en effet, établir comment prendrait forme ce nouvel Etat.

DANS la plus large mesure, le général De Gaulle raisonne et traite comme si cet Etat était déjà constitué. Tous ses discours, et quelques-uns de ses actes, en témoignent. Il attente, du coup, le courant de revendications du F.L.N. pour la "liberté de l'auto-détermination", qui est, en fait, un mouvement pour réclamer que ce soit, déjà, une préfiguration de l'Etat algérien qui assure la liberté du scrutin à intervenir. Emporté par la dialectique rioureuse, et abstraite, du général De Gaulle, le F.L.N. exige... ce qui lui est proposé. Pourtant la proposition est toute théorique, et ni l'un ni l'autre des interlocuteurs n'ont les moyens d'aller jusqu'au bout de leurs raisons.

POURQUOI ? C'est à le rechercher qu'il aurait fallu employer le temps de réflexion octroyé à la "sociation, s'il s'agissait vraiment de réfléchir.

Le premier obstacle est que les interlocuteurs ne sont point neutres. La négociation conçue par le général De Gaulle, et acceptée par le F.L.N., se déroulerait moins difficilement si l'un et l'autre représentaient toutes les forces, autant dire toutes les rea-

lités actives en Algérie. Il n'en est rien, sans même avoir à faire état de toutes les complications internationales de la situation.

TOUT d'abord les Français d'Algérie songent si bien à interdire qu'ils ont été tentés à plusieurs reprises de reprendre à leur compte le dialogue avec le F.L.N. On oublie trop vite que ce

rie, est à considérer comme une réalité active de cette Algérie. Elle est algérienne, participant à l'équilibre de forces de l'Algérie. Le général De Gaulle exprime le vœu de rompre cet équilibre pour donner à cette Algérie une forme nouvelle, et pouvoir traiter avec elle, comme il ne cesse de l'affirmer.

C'EST par cette faille dans la construction logique, puisque diplomatique, du général De Gaulle, que s'est introduite l'idée du partage. Elle n'est pas née seulement du vieil adage : "diviser pour régner", encore que le général De Gaulle n'ait pas renoncé à régner, stratégiquement, sur l'Algérie, pour contrôler l'Afrique dans la fameuse "réa-stratégie" de la défense euro-africaine.

D'AUTRE part, l'armée, tant qu'elle se déploie sur l'Algérie,

Le voyage à Paris de M. Luebke, président de la République fédérale, n'a pas réjoui, mais a attristé et même scandalisé bien des Français. Il n'était que d'écouter les réflexions dans la rue de bien des hommes et des femmes pour savoir que nombreux ont été les Français qui ont trouvé très déplacé que le président de la République allemande ait été reçu à titre officiel à Paris, qu'il ait été hébergé au quai d'Orsay, qu'il ait reçu le cordon de grand-croix de la Légion d'honneur, que les couleurs allemandes aient flotté à travers tout Paris. On se demande aussi à quel mobile le gouvernement français a obéi quand il a décidé que le président allemand ranimerait sous l'Arc-de-Triomphe la flamme du Soldat inconnu. Car enfin, est-ce à la France ou à l'Allemagne que ce pauvre mort, symbole de 1.800.000 morts que la guerre de 14 nous a infligés, a fait, ainsi que ses innombrables compagnons, le sacrifice de sa vie ? Il est des gestes qu'interdit le souvenir des morts et des souffran-

tes, est à considérer comme une réalité active de cette Algérie. Elle est algérienne, participant à l'équilibre de forces de l'Algérie. Le général De Gaulle exprime le vœu de rompre cet équilibre pour donner à cette Algérie une forme nouvelle, et pouvoir traiter avec elle, comme il ne cesse de l'affirmer.

C'EST par cette faille dans la construction logique, puisque diplomatique, du général De Gaulle, que s'est introduite l'idée du partage. Elle n'est pas née seulement du vieil adage : "diviser pour régner", encore que le général De Gaulle n'ait pas renoncé à régner, stratégiquement, sur l'Algérie, pour contrôler l'Afrique dans la fameuse "réa-stratégie" de la défense euro-africaine.

D'AUTRE part, l'armée, tant qu'elle se déploie sur l'Algérie,

Le voyage à Paris de M. Luebke, président de la République fédérale, n'a pas réjoui, mais a attristé et même scandalisé bien des Français. Il n'était que d'écouter les réflexions dans la rue de bien des hommes et des femmes pour savoir que nombreux ont été les Français qui ont trouvé très déplacé que le président de la République allemande ait été reçu à titre officiel à Paris, qu'il ait été hébergé au quai d'Orsay, qu'il ait reçu le cordon de grand-croix de la Légion d'honneur, que les couleurs allemandes aient flotté à travers tout Paris. On se demande aussi à quel mobile le gouvernement français a obéi quand il a décidé que le président allemand ranimerait sous l'Arc-de-Triomphe la flamme du Soldat inconnu. Car enfin, est-ce à la France ou à l'Allemagne que ce pauvre mort, symbole de 1.800.000 morts que la guerre de 14 nous a infligés, a fait, ainsi que ses innombrables compagnons, le sacrifice de sa vie ? Il est des gestes qu'interdit le souvenir des morts et des souffran-

ces encore gravé dans toutes les mémoires françaises.

Le président Luebke a d'ailleurs une façon étrange de comprendre l'histoire : "En cette heure solennelle, je ne crois pouvoir mieux faire que de m'incliner respectueusement devant tous ceux qui,

au cours de nre commune histoire, ont donné leur vie pour leur peuple, devant tous ceux qui ont souffert et qui sont morts pour le droit et la dignité humaine. Leur sang est devenu la semence de la paix, d'une paix vivante, pleine de sens qui permet à l'homme de respirer et d'œuvrer librement". Bref, si nous comprenons bien, il fallait que le sang de 1.800.000 Français soit répandu sur la terre de France en 1914-18 pur que nous dé-

couvrons en les Allemands nos meilleurs amis !

MONSIEUR le président Luebke se semble au reste fort mal renseigné sur le comportement de son propre gouvernement : "La solidarité politique, la communauté économique sont des réalités vivantes" a-t-il dit. Voilà des affirmations qui ne laissent pas de surprendre. Le président allemand ignore-t-il donc que durant plus de six années, contrairement au traité sur le pool charbon-acier, l'Allemagne a obstinément refusé d'abolir les tarifs discriminatoires de ses chemins de fer qui pénalisaient à raison de 2 milliards de francs anciens par an la sidérurgie française ? Ignore-t-il aussi qu'en violation du traité de Rome sur le Marché commun, l'Allemagne refuse énergiquement d'acheter à la France les excédents de ses produits agricoles et continue d'acquiescer au Danemark le blé et la viande que nous pourrions leur fournir ?

par Bernard Lavergne Professeur honoraire à la Faculté Droit de Paris.

Après le séjour de M. Luebke à Paris SUR UN VOYAGE TROP DISCRET

Le voyage à Paris de M. Luebke, président de la République fédérale, n'a pas réjoui, mais a attristé et même scandalisé bien des Français. Il n'était que d'écouter les réflexions dans la rue de bien des hommes et des femmes pour savoir que nombreux ont été les Français qui ont trouvé très déplacé que le président de la République allemande ait été reçu à titre officiel à Paris, qu'il ait été hébergé au quai d'Orsay, qu'il ait reçu le cordon de grand-croix de la Légion d'honneur, que les couleurs allemandes aient flotté à travers tout Paris. On se demande aussi à quel mobile le gouvernement français a obéi quand il a décidé que le président allemand ranimerait sous l'Arc-de-Triomphe la flamme du Soldat inconnu. Car enfin, est-ce à la France ou à l'Allemagne que ce pauvre mort, symbole de 1.800.000 morts que la guerre de 14 nous a infligés, a fait, ainsi que ses innombrables compagnons, le sacrifice de sa vie ? Il est des gestes qu'interdit le souvenir des morts et des souffran-

ces encore gravé dans toutes les mémoires françaises.

Le président Luebke a d'ailleurs une façon étrange de comprendre l'histoire : "En cette heure solennelle, je ne crois pouvoir mieux faire que de m'incliner respectueusement devant tous ceux qui,

Y A-T-IL UNE CRISE DE BERLIN ? (page 2)

EXPANSION OU EXPLOSION ? (page 3)

LES MONNAIES MALADES (page 3)

EN PAGE 2 :

L'opinion de MM. Jacques Malleville et Louis Michaud.

LIRE AUSSI :

AFRIQUE Au Congo, interventions diverses (p. 3) ; Relance de l'Afrique orientale (p. 3) ; La Mauritanie et les accords de coopération (p. 3) ; Avant la disparition du Cameroun britannique (p. 4).

AUSTRALIE Une aventure financière (p. 2).

ESPAGNE De l'aide U.S. au front démocratique (p. 2).

INDONESIE Réconciliation avec l'armée rebelle (p. 2).

ITALIE M. Fanfani est rentré les mains vides (p. 2).

MAROC Vers une négociation avec Nouakchott ? (p. 3).

Le dialogue des deux Grands

DE tout ce qu'on entend depuis Vienne, il paraît clairement que ce n'est pas encore un dialogue qui s'est instauré entre les deux Grands.

LA République Fédérale allemande, qui avait manifesté une crainte si vive de ce dialogue, ne fera rien pour en favoriser la reprise, on s'en doute.

AINSI, de plus en plus, le monologue de l'Occident est un monologue à plusieurs voix, qu'on n'a pu finir d'accorder.

WASHINGTON n'hésite pas à user des dispositions affichées par Paris dans l'affaire de Berlin pour réclamer que la France accepte de redonner, sans contrôle, des bases aux bombardiers atomiques américains. Il y a une logique, même dans une politique incohérente.

A NOS AMIS Comme chaque année, durant les mois de juillet et d'août, à partir du numéro daté du 6 juillet, "La Tribune des Nations" ne paraîtra qu'une semaine sur deux.

Ces numéros de vacances seront consacrés essentiellement à des points bi-mensuels de la situation internationale et apporteront à ceux qui veulent "se tenir au courant", tout en se détachant de la vie quotidienne, une détente bien méritée, tous les éléments leur permettant de savoir "l'on en est" dans le monde.

LES "TROIS NUCLEAIRES" ET LE DESARMEMENT

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER.)

GENEVE, juin.

LA Conférence sur l'arrêt des essais d'armes nucléaires...

Le résultat des négociations bilatérales russo-américaines paraît...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

"Qui" affirme le maréchal Chen Yi ignore que la Russie est toujours destructrice...

dre aucune difficulté sérieuse de l'économie espagnole...

Par contre, ce geste est lourd de signification politique...

La formation de l'Union des Forces démocratiques semble s'inscrire...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

de la Farnesina de baisser le rideau impénétrable du secret...

Officiellement, du voyage de MM. Fanfani et Segni...

Les zones sous-développées et les efforts des non-engagés...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

l'alarmisme en essayant de se faire payer double la solidarité...

Officiellement, du voyage de MM. Fanfani et Segni...

Les zones sous-développées et les efforts des non-engagés...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

TOUTES LES OPINIONS SONT LIBRES

Jacques MALLEVILLE

Député de la Seine

L'interruption des pourparlers d'Evian a-t-elle été motivée par un excès d'intransigeance...

Officiellement, du voyage de MM. Fanfani et Segni...

Les zones sous-développées et les efforts des non-engagés...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

si, demain, la paix était décrétée, la Résistance algérienne...

Officiellement, du voyage de MM. Fanfani et Segni...

Les zones sous-développées et les efforts des non-engagés...

En fait, les forces du centre-gauche avaient déjà signé...

Il faut attendre de connaître la véritable participation socialiste...

D'ailleurs, au sujet de la participation chinoise aux travaux du désarmement...

M. FANFANI EST RENTRE DES U.S.A. LES MAINS VIDES

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ROME, juin.

Le récent voyage de MM. Fanfani et Segni à Washington n'a pas eu d'importance...

Il est bien possible qu'il s'agit seulement de mettre en place un schéma des partis...

Mais — poursuit-il — les impérialistes créent, sans cesse, les conditions d'une guerre...

DE L'AIDE AMERICAINE AU "FRONT DEMOCRATIQUE"

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

MADRID, juin.

DEUX événements ont marqué la semaine politique espagnole...

UNE AVENTURE FINANCIERE EN AUSTRALIE

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

LA COMPAGNIE ALCOA, la plus grande productrice d'aluminium...

La compagnie Alcoa, la plus grande productrice d'aluminium...

Il est bien possible qu'il s'agit seulement de mettre en place un schéma des partis...

RECONCILIATION ENTRE L'ARMEE REBELLE ET L'ETAT EN INDONESIE

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

DJAKARTA, juin.

APRES presque trois ans de "guerrilla", d'ailleurs assez calme...

UN BON SUJET

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

STERLING W. DUDLEY venait de peine de recevoir son titre de maître...

Il est bien possible qu'il s'agit seulement de mettre en place un schéma des partis...

EVENEMENTS ET OPINIONS

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

Qui dit conflit Est-Ouest, a tout d'abord en vue les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis...

Il est bien possible qu'il s'agit seulement de mettre en place un schéma des partis...

Y a-t-il une "crise de Berlin"??...

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

le correspondant de BEUTER, l'homme de la rue accablé avec étonnement...

Il est bien possible qu'il s'agit seulement de mettre en place un schéma des partis...

LE PROBLEME N'EST PAS NOUVEAU

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ALORS, un nouveau conflit de Berlin? Mais est-il nouveau?

LE PROBLEME N'EST PAS NOUVEAU

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ALORS, un nouveau conflit de Berlin? Mais est-il nouveau?

LE PROBLEME N'EST PAS NOUVEAU

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ALORS, un nouveau conflit de Berlin? Mais est-il nouveau?

LE PROBLEME N'EST PAS NOUVEAU

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ALORS, un nouveau conflit de Berlin? Mais est-il nouveau?

LE PROBLEME N'EST PAS NOUVEAU

(D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER)

ALORS, un nouveau conflit de Berlin? Mais est-il nouveau?

CONGO : INTERVENTIONS INTEMPESTIVES ET AUTRES

D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER

BRUXELLES, juin.

Il y a lieu de mentionner les interventions intempestives de certains conseillers, parfois belges mais souvent étrangers...

Ces "interventions intempestives" font l'objet de certaines révélations, à considérer cependant, selon la formule consacrée, "sous toute réserve".

U.M.H.K. ET SOLVAY

Le journal "Le Peuple" (quotidien du Parti socialiste belge), à la suite de la publication du livre de Pierre Devos intitulé "La Mort du Diable"...

Par contre, des milieux officiels katangais mettent en cause le groupe Solvay dans les différends qui ont opposé Léopoldville à Elisabethville...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

De leur côté, les nationalistes modérés estiment pareillement que les deux fédérations ne peuvent coexister...

vernements centraux successifs (Lumumba, Iléo, commissaires); cette sécession a non seulement faussé l'action des Nations Unies...

III. — Le test subi par l'O.N.U. au Congo a révélé les déficiences et les contradictions que l'organisation aurait à surmonter pour réussir à étendre sa mission...

André DEJARDIN.

RELANCE DU PROJET DE FEDERATION D'AFRIQUE ORIENTALE

L'UNE des revendications des nationalistes modérés en Afrique britannique consiste à réclamer une "Fédération de l'Afrique orientale" qui grouperait le Tanganyika, promis à l'indépendance, et les deux territoires encore dépendants du Kenya...

Le Comité se réunira sur la convocation de son bureau, en attendant d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

De leur côté, les nationalistes modérés estiment pareillement que les deux fédérations ne peuvent coexister...

LA MAURITANIE JUGE LES ACCORDS DE COOPERATION

D'UN CORRESPONDANT PARTICULIER

NOUAKCHOTT, juin.

C'EST avec une vive satisfaction que les milieux gouvernementaux de la capitale mauritanienne ont accueilli l'annonce de la signature des accords de coopération avec la France.

Ainsi se trouvent régies les rapports qui doivent désormais régir les relations entre les deux républiques. On se félicite surtout des accords de défense.

En dépit de certaines campagnes de presse marocaines en faveur d'un rapprochement, M. Ould Daddah a pu souligner à l'hôtel Matignon...

"Il se trouve qu'au moment où la puissance hier colonisatrice, accorde l'indépendance, celle-ci est menacée par un autre pays, frère de race et de religion, et qui est africain. Aussi une situation paradoxale est-elle créée...

"Sur le plan intérieur, plusieurs faits sont intervenus au cours de ces dernières semaines :

"En signant ces accords, nous avons confiance en l'avenir et nous sommes conscients de l'intérêt qu'ils représentent pour la paix du monde."

En effet, le récent remaniement ministériel décidé par le roi Hassan II a permis de régler les problèmes de Nouakchott. M. Alal el Fassi n'a jamais passé pour être un ami du président Daddah et l'istigial, depuis plusieurs années, même un combat acharné pour le rattachement de la Mauritanie au Maroc...

"Tout d'abord, le vote par l'Assemblée nationale (31 oui contre 2 non et 1 abstention) de la nouvelle Constitution.

A cette occasion, M. Moktar N'Diaye, ancien président de l'Assemblée nationale, a déclaré que les adversaires principaux de l'indépendance étaient les intérêts du colonialisme français...

"Jamais le gouvernement n'a tenu compte de mes démarches, de mes mises en garde, de mes suggestions..."

II. — La sécession katangaise a joué son rôle déterminant dans la crise congolaise, conditionnant, comme on le sait, le comportement des principaux protagonistes: Belgique, Nations Unies et gou-

vernements centraux successifs (Lumumba, Iléo, commissaires); cette sécession a non seulement faussé l'action des Nations Unies, mais aussi compromis la politique congolaise de la Belgique et consommé la perte du gouvernement Lumumba.

La Constitution est de type présidentiel prononcé. C'est ainsi que l'article 25 stipule :

"Lorsqu'un péril imminent menace les institutions de la République, la sécurité ou l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire et que le fonctionnement régulier des Pouvoirs publics est interrompu, le président de la République prend les mesures exceptionnelles exigées par les circonstances. Il informe la nation par un message et convoque l'Assemblée nationale. Les mesures prises cessent d'avoir effet dès que prennent fin les circonstances qui les ont engendrées."

Indiquons que le président de la République devra être de religion musulmane.

L'autre fait important est la "table ronde" réunissant des délégués du P.R.M., de l'ex-Nahda (ex. car interdite par le gouvernement) de l'U.N.M.

A l'issue de discussions longues et parfois passionnées, il a été décidé :

— La réalisation rapide de l'unité politique en Mauritanie ; Pour aboutir à cette unité politique, proclame l'unité d'action entre les formations en présence, cette unité d'action se concrétisant par la formation d'un Comité d'Union composé des délégués de chaque tendance à cette "Table ronde".

Le Comité a un bureau permanent qui se compose comme suit : Abdel Aziz Ba (U.N.M.), Tiécoura Dembele (P.R.M.), Ahmed Baba O'Ahmed Miske (Nahda).

Le Comité se réunira sur la convocation de son bureau, en attendant d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

Un autre fait important est la demande d'une plénière des délégués de la Fédération d'Afrique orientale...

l'échelon national. Il sera un élément de liaison devant rechercher les moyens pouvant faciliter l'unité. Il enverra notamment des missions de popularisation de l'unité.

La Conférence est d'accord sur le principe de l'association de toutes les tendances représentées à la Table ronde aux responsabilités nationales à tous les échelons afin que l'unité dans l'action soit une réalité effective préparant et facilitant l'unité politique.

S. M. Ould Daddah réunit son œuvre d'unité nationale il peut être assuré d'être, prochainement, élu président de la République islamique de Mauritanie.

Ould Abdou ANKATA.

L'AXE RABAT-NOUAKCHOTT EST-IL PROCHE ?

APRES un répit de quelques jours, la radio nationale marocaine reprenait au début de la semaine ses attaques contre le président mauritanien, M. Ould Daddah.

Dans le même temps, l'opinion marocaine, qui est accoutumée depuis des mois à la répétition des slogans du gouvernement marocain, était informée, par la voix du journal de l'istigial, "Al Alam", qu'il n'y avait rien de changé dans la politique gouvernementale.

Effectivement, "Al Alam" a démentit violemment en ce début de semaine l'article publié par l'organe de l'U.N.F.P., "At Tahrir", annonçant que des démarches auraient été entreprises pour inviter le Président de la République islamique mauritanienne à venir au Maroc.

Les quelque 100 Etats arabes qui ont refusé à Genève tout contact avec Mohammed Bannani sont actuellement fort embarrassés — écrit le quotidien de l'U.N.F.P. — et de même sont assez perplexes certains Etats africains, tels le Mali, qui n'ont pas soutenu le Maroc dans l'affaire mauritanienne, ni à Addis-Abeba, ni à la Nouvelle-Delhi, ni à Genève, en raison de l'attitude am-

bivalente de Rabat". "At Tahrir" affirmant que la Guinée estime que toute réconciliation avec Nouakchott est une réconciliation avec le colonialisme conclut dans ces termes :

"C'est en raison de l'étrange attitude de Rabat que la conférence des ministres des Affaires étrangères du groupe de Casablanca est séparée récemment au Caire sans avoir examiné la question de la Mauritanie".

En vérité, il faudrait être peu perspicace pour ne pas établir de lien entre les velléités du gouvernement marocain de négocier avec Nouakchott, et les déclarations embarrassées publiées ces jours derniers à propos du Sahara.

Dans les conditions actuelles, en effet, cette négociation avec Nouakchott annoncée en termes volés il y a un semaine par Radio-Rabat, qu'aurait-elle pour objet ? Du côté mauritanien on le devine, c'est l'admission à la Ligue arabe d'abord, le soutien ensuite des pays du groupe de Casablanca qui peuvent attirer M. Ould Daddah. Nouakchott gagnerait à cette reconnaissance un prestige qui lui reste à conquérir et, surtout et d'abord, la sécurité sur son territoire.

En échange, il est bien certain que le Maroc pourrait réclamer avec quelques chances de les obtenir certaines concessions économiques et territoriales.

Rabat en vérité serait d'autant plus prête aujourd'hui à transiger et à transformer en demande raisonnable sa revendication totale de saignage ; que les exigences marocaines sur le Sahara paraissent de plus en plus inopportunes aux yeux du G.P.R.A.

La politique de l'amitié semble aujourd'hui, à Rabat, la plus rentable.

L'amitié de Nouakchott devrait s'exprimer par certaines concessions territoriales non négligeables aux yeux du gouvernement marocain.

L'amitié du G.P.R.A., elle, pourrait être manifestée par une future République algérienne sous la forme d'une offre de coopération au Sahara, qui serait encore plus avantageuse pour le Maroc. C. B.

NOUVEAUX PROGRES DU COMMERCE EXTERIEUR PAR PROCURATION

ON sait que la division de l'Europe occidentale en deux marchés rivaux, certaines entraves imposées aux exportateurs américains par le gouvernement de Washington et, d'une manière générale, tout ce qui contribue actuellement à limiter les échanges du commerce international ne sont pas du goût de toute l'industrie américaine. Ses secteurs les plus avancés se déclarent tout en faveur d'un développement de leurs opérations à l'étranger ; ils y voient l'unique remède aux maux qui affligent de nouveau l'économie américaine. C'est d'ailleurs sur les marchés extérieurs, dont elles ont entrepris la conquête, que les compagnies de cette catégorie fondent l'essentiel de leur prospérité.

Les moyens mis en œuvre par le capital industriel des Etats-Unis dans les pays étrangers sont très variés. Le plus classique consiste à s'investir dans des filiales. Celles-ci tirent parti au mieux des conditions particulières de la région où elles sont implantées. Ainsi voit-on s'élever à l'intérieur du Marché commun d'une part, de la petite zone de libre échange de l'autre, des entreprises à capital américain, dont la production sera distribuée par des circuits commerciaux établis en fonction des nouvelles zones douanières.

Un autre moyen est fourni par l'exploitation des brevets et des brevets. La cession de brevets à des entreprises locales présente l'avantage considérable dans la présente conjoncture de ne pas nécessiter d'investissement financier. Les risques de confiscation ou de nationalisation sont éliminés. Le bailleur américain se borne à toucher ses "royalties", qui s'élèvent en moyenne à 4 %

du prix de vente des produits construits sous licence. Le revenu total perçu de cette façon par des firmes américaines a atteint plus de 500 millions de dollars en 1959. L'augmentation par rapport à 1956 est de 43 %, ce qui indique la rapidité avec laquelle se développe le mouvement.

Les exportations américaines réalisées à l'aide du "licensing", ou dites encore "par procuration", ont le plein appui du gouvernement de Washington. Le Président Kennedy a soumis au Congrès un projet de loi qui doit constituer un encouragement fiscal à ces exportations. Le "licensing", disait récemment un conseiller de la Maison-Blanche, devrait devenir le ciment de la coopération économique entre les Etats-Unis et le monde libre.

M. O'HARA.

Une lettre de Paris de M. de DURAND

(Suite de la page 1)

A PARTIR de ce point tout s'embrouille, dans la pensée et sur le terrain. Aucun précédent ne vaut, quoi qu'on en dise : susciter plusieurs Algéries, c'est désormais relancer le conflit, jamais l'apaiser.

Il semble donc que l'on soit parvenu au point, sans que personne paraisse s'en douter, où il faut recommencer tous les chemins, à partir du point zéro, quel que part dans le désert, peut-être.

QUE les pourparlers, même, semblent reprendre ne changera rien à cette obligation. Mais la voie sera plus difficile à trouver, car elle sera, on peut le prédire, tout encombrée de traverses internationales.

La vie économique et financière — La vie économique et financière — La vie économique

LES MONNAIES MALADES

UNE fois de plus le monde occidental se débat dans les difficultés monétaires. L'an dernier c'était le dollar qui paraissait être le malade le plus atteint, auparavant c'avait été le franc français qui avait donné des signes de faiblesse congénitale ; maintenant c'est au tour de la livre sterling.

Bien sûr c'est une maladie récurrente. Cependant, pour la première fois depuis 1949, on parle tant de dévaluation de la livre sterling que le chancelier de l'Echiquier a été obligé d'intervenir pour assurer que la livre ne serait pas dévaluée.

Ce genre de démenti est en général une cause supplémentaire d'inquiétude sur le sort de la monnaie mise en cause. Pourtant cette fois il s'agit de ses garanties qui ont été données non par Paul CASTEL

seulement par les banques centrales européennes agissant à travers les mécanismes de la Banque des Règlements Internationaux, mais aussi sur des promesses qui ont été faites par le gouvernement américain d'un soutien inconditionnel.

C'est qu'une fois de plus, incidemment, c'est toute la structure précaire des rapports monétaires internationaux qui est mise en danger.

La précarité de ces structures ne saurait mieux être illustrée que par le voyage hebdomadaire effectué par "l'argent chaud" entre Londres et Zurich. Toutes les fins de semaine en effet, en prévision d'une possible dévaluation de la livre ou d'une non moins possible réévaluation du franc suisse (démentie avec non moins d'autorité, des capitaux disponibles partent de Londres vers Zurich pour revenir ensuite au début de la semaine, rassurés).

Tandis que l'on continue ainsi d'attendre des événements qui ne surviennent jamais, toujours l'attendu arrive. C'est ainsi que le dollar canadien a piqué sa crise de semi-dévaluation. Cela permet temporairement aux autorités canadiennes de redresser la situation en matière d'échanges extérieurs avec les Etats-Unis, de renforcer la position vis-à-vis de l'Angleterre au cas d'une adhésion de celle-ci au Marché commun et de l'établissement de barrières douanières vis-à-vis des produits du Commonwealth, et dans le même temps, cela permet de limiter les importations.

Tous ces signes récents ne font que manifester plus ostensiblement que jamais le malaise généralisé qui touche toutes les monnaies.

C'est le temps qui est choisi, avec une précision méticuleuse, par M. Jacques Rueff pour attaquer le "gold standard exchange". Et, certes, en le dénonçant comme facteur d'inflation, l'éminent théoricien n'a pas tort. Reste à savoir s'il ne prend pas tout bonnement l'effet pour la cause.

Car s'attaquer à l'inflation des moyens d'échange et de paiement c'est s'attaquer du même coup à la substance de l'économie occidentale. Et c'est une vérité de La Palice de dire que celle-ci est construite tout entière sur l'inflation. Comment pourrait-elle en être autrement quand il s'agit d'une économie dans laquelle il convient de développer à la fois les marchés, d'accroître régulièrement les investissements destinés à satisfaire ces marchés nouveaux, et ce même temps de reprendre de la main gauche ce que la main droite a donné en limitant le pouvoir d'achat des travailleurs par l'amenagement de leurs salaires réels, sans les heurter de front en réduisant le taux nominal de leur rémunération.

Au point où en sont les échanges internationaux, au rythme où ils s'accroissent, le retour à l'étalon ou semble difficile, sinon impossible. L'accroissement de la production d'or chaque année semble en effet parfaitement incapable de rattraper l'accroissement des échanges internationaux et des moyens de paiements qui sont nécessaires dès lors qu'on abandonne la règle des échanges strictement compensés de pays à pays.

Il est n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

Il n'est pas sûr cependant que la participation de l'Union soviétique à une conférence de ce genre suffirait à elle seule à assurer la réussite d'une telle opération. En effet, rien ne permet d'affirmer que les quantités d'or nécessaires à assurer l'équilibre des paiements internationaux et le gage des monnaies nationales (circulation scripturale comprise en grande partie) suffiraient.

A DELPEREE a dit que les découvertes de ce siècle sont plus de problèmes qu'elles n'en résolvent ; nous ajouterons, pour le moment.

Revenons à l'histoire politique et économique vécue depuis les années 30. Elle peut être comparée à un séisme quasi-permanent, engloutissant au fur et à mesure les fondements de siècles antérieurs, le séisme semble héter ; prélude-t-il à l'extinction d'une civilisation ? Ou bien, une période de cristallisation permettrait-elle d'édifier de nouvelles assises ?

Le jour où la capacité d'achat (crédit incorporé) est devenue inférieure à la totalité des articles constituant les biens de consommation fabriqués, la crise fut ouverte.

Les relevés statistiques du cycle initial 1930-1934 ont marqué les points de repère, indiquant les limites au-delà desquelles le naufrage du régime devient irréversible. Les années 1935-1936, entre 1932 et 1934, les cours de la grande majorité des matières premières étaient tombés au-dessous de leur prix de revient, sans susciter un besoin, une volonté ou un désir d'achat.

La crise fut surmontée, avec des pertes dramatiques, grâce au "New Deal" de Roosevelt qui associa les moyens classiques : la monnaie, le crédit et la fiscalité, à une vaste plan de travaux publics financé par l'Etat. Mais de nouvelles fissures apparurent ; la guerre de 1939-1945 reporta les solutions, dont l'urgence se révéla en 1946. Les U.S.A. étaient à cette époque les dépositaires de la majorité des actifs du monde occidental, ils procédèrent à une redistribution d'un type nouveau, dit "Marshall". Cette guerre avait démontré la priorité des industries lourdes, pétro-chimiques, des produits de synthèse de l'aviation et de la radio-électricité. On prépara un plan de prospérité pour ces industries, devenu, avec leurs satellites manufacturiers, les nouvelles bases économiques ; ainsi fut décidé et exécuté, étant entendu que chaque pays bénéficiaire provoquerait une concentration de plus en plus compacte des grosses firmes, aspirant petits et moyens dans le giron de leurs groupes respectifs.

Pourquoi ? Parce qu'il faut satisfaire cet impératif qui consiste à vendre un produit ou louer un service en contrepartie d'un prix qui représente tous les éléments constructifs de la valeur, plus un supplément qui doit rémunérer les capitaux engagés ; car le "capital" peut être assimilé à la terre, il féconde sa récolte des produits, les services mais doit être aussi aménagé comme la terre (assolements, engrais) sous forme d'amortissements et profits, pour assurer la continuité de la production.

LES Etats européens à la même époque eurent besoin d'"expansion", l'idée de "marché commun" inscrite dans les projets "européens", née de la dernière guerre, mourissait ; cela consistait en une association d'Etats ouvrant leur marché intérieur aux marchandises de tous leurs partenaires, réduisant par paliers les contingents et les droits de douane, jusqu'à complète libération. Le marché commun est, dans l'esprit des promoteurs, la concrétisation de la santé économique retrouvée de l'Europe et par adaptation indispensable de la loi de l'expansion, pour conserver cette santé. L'évolution en est à sa troisième année, c'est le troisième volet du triptyque et on ne désespère pas de voir la Grande-Bretagne adhérer à ce syndicat.

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

Expansion ou explosion ?

tion a connu un bon essor dû à l'activité du travail et à la satisfaction des besoins. En retard de la guerre, la production agricole se développait largement, ce qui provoquait de sérieux embarras, on devait de nouveau recourir au stockage et aux subventions.

Pendant ces années, le secteur public et privé (privilegié) s'était largement pourvu dans l'épargne pour alimenter ses investissements.

Le secteur privé devait vite s'apercevoir que le loyer de l'argent emprunté compromettrait la constitution de l'engrais ; vers 1956, les cartels modifièrent les plans financiers ; ils imposèrent à "la vente" des prix comportant un pourcentage de profit maximum, une forte part de ce profit devant assurer le financement des investissements à long terme, alors au ralentissement des émissions obligataires pour le compte des "grandes affaires", le champ était laissé libre aux instituts para-étatiques, l'autofinancement assuré de cette manière, la capitalisation a pris des proportions imposantes ; la valeur d'une affaire s'évalue désormais en ce qui concerne la production. Pour faire face, une nécessité impérieuse : l'EXPANSION ; car il y a une contrepartie, c'est la rapidité de l'amortissement du matériel en regard à l'évolution constante des techniques et des programmes de fabrication.

Vers 1956, la reconstruction de l'Europe était presque achevée, on commençait sur des crêtes et un flic-flac d'activité était en vue ; les U.S.A., principalement concernés découvrent l'"aide aux pays sous-développés", deuxième volet du triptyque ; solution d'un problème à la fois politique et économique ; dans le premier cas, en contrecarrant l'action des pays de l'Est, qui par leur intervention dans les pays asiatiques et africains, accélèrent le processus de décolonisation, dans le second cas, en donnant, prêtant ou vendant aux frais du budget d'Etat, des biens d'équipement et de consommation, principalement agricoles, ce qui allégeait les pressions intérieures.

LES Etats européens à la même époque eurent besoin d'"expansion", l'idée de "marché commun" inscrite dans les projets "européens", née de la dernière guerre, mourissait ; cela consistait en une association d'Etats ouvrant leur marché intérieur aux marchandises de tous leurs partenaires, réduisant par paliers les contingents et les droits de douane, jusqu'à complète libération. Le marché commun est, dans l'esprit des promoteurs, la concrétisation de la santé économique retrouvée de l'Europe et par adaptation indispensable de la loi de l'expansion, pour conserver cette santé. L'évolution en est à sa troisième année, c'est le troisième volet du triptyque et on ne désespère pas de voir la Grande-Bretagne adhérer à ce syndicat.

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut croire qu'avec l'aide du triptyque décrit ci-dessus, l'économie capitaliste évolue avec une certaine aisance et qu'elle passe facilement les crises "internationales".

On peut



Organo del Partido Socialista Obrero Español y portavoz de la U.G.T.

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL

Propuesta del Comité Director a las Secciones o Grupos Departamentales sobre el punto culminante de próximo Congreso

El Comité Director del Partido Socialista Obrero Español, compuesto por los miembros de la Comisión Ejecutiva que eligió directamente el Congreso y por los delegados que expresamente designaron las Agrupaciones que durante nuestro exilio se han constituido en Europa, América y África, luego de examinar la política del mundo en general y la de España en particular, somete a todas las Secciones o Grupos Departamentales, para que deliberen y resuelvan sobre ella, la siguiente propuesta destinada al próximo Congreso:

1. El Partido Socialista Obrero Español ratifica la actitud que adoptó por unanimidad el Congreso de 1948 y reitera cuantos posteriormente se han celebrado, según la cual el problema de España deberá resolverse en forma incruenta mediante el derrocamiento de la dictadura franquista y su reemplazo por un Gobierno provisional desprovisto de todo signo institucional, quien, tras haber devuelto al pueblo la libertad que le fué arrebatada, liquidar con una amnistía todas las responsabilidades de la guerra civil y liberar sin demora a los ciudadanos presos acusados de intentar el restablecimiento de dichas libertades, como a elecciones en las que la nación opte por el régimen político que prefiera, bien republicano o monárquico, comprometiéndose todos a acatarlo.

2. Esa actitud, inspirada en las reglas que para resolver el mismo problema señalaron en su nota conjunta de marzo de 1946 los gobiernos de Washington, Londres y París, reglas que sirvieron de base a las recomendaciones acordadas por la Asamblea General de las Naciones Unidas en diciembre del mismo año, la aceptó en 1948 la Confederación de Fuerzas Monárquicas, quien pactó en ese sentido con nosotros, siendo el primer acuerdo público de los pactantes adherirse a la Organización del Tratado del Atlántico Norte (OTAN). Si aquel pacto se rompió, debióse a que don Juan de Borbón y Battenberg, con cuya anuencia contaban los negociadores monárquicos, hubo de manifestar, a raíz del comienzo de sus entrevistas con Franco, que él no podía someter a eventualidades plebiscitarias los que cree sus legítimos derechos a la corona, declaración a la que siguieron otras, más desconcertantes todavía, adhiriéndose primeramente, y los principios del Movimiento falangista y después, en forma muy solemne, a los de la Comunión Tradicionalista, convergentes unos y otros en despótico absolutismo.

3. Nuestra actitud obtuvo, por fin, la aquiescencia de todas las organizaciones políticas del exilio. A esa aquiescencia se han sumado últimamente fuerzas del interior, cuya clandestinidad les impide manifestarse públicamente. En resumen, nuestra actitud la suscriben hoy casi todas las fuerzas políticas del país, tanto cuantas operan clandestinamente dentro de él como cuantas lo hacen fuera de manera ostensible, sin más excepciones, si acaso, que la de los comunistas, con quienes no queremos tratar; la de los monárquicos absolutistas, planta retrograda sin posible arraigo en Europa occidental ni en nación alguna del mundo civilizado; y la de los franquistas y falangistas.

4. No hay, pues, motivo alguno que nos aconseje modificar nuestra actitud, ya admitida por quienes en el exilio, aunque conformes, no se atrevieron a suscribirla; y en el interior de España por quienes no pudieron conocerla entonces en sus verdaderos términos. Nuestro Congreso de 1961 la ratifica íntegramente una vez más.

5. En cuanto a la asistencia exterior, contamos con la de todos los partidos socialistas, a últimas fechas reiterada de modo muy expreso por el Comité de la Internacional. En el orden sindical, atribuimos enorme trascendencia a la declaración conjunta que en diciembre de 1960 formularon la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres y la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos, documento en el cual, tras describir con justicia el estado antijurídico imperante en España desde hace más de veinte años, anuncian «que no reconocerán jamás al régimen actual como expresión de la voluntad del pueblo español; que no se prestarán a clase alguna de compromisos con el Gobierno de Franco o con su pretendida organización nacional-sindicalista; y que nunca reconocerán como representación legítima de los trabajadores a los jerarcas del supuesto movimiento sindical», y se «comprometen solemnemente a proseguir su acción solidaria hasta el restablecimiento en España de las libertades fundamentales y, en especial, de la libertad sindical, de modo que, recuperada ésta, puedan los trabajadores españoles elegir por sí mismos y libremente la forma de organización que les convenga». Al revés de lo sucedido con otras declaraciones similares, en que una absoluta inacción anuló muy fervorosas palabras, las dos Confederaciones que, por primera vez mancomunadas sus esfuerzos, se han puesto ya a actuar íntegramente, constituyendo al efecto un Comité mixto encabezado por sus respectivos secretarios generales y donde figuran representantes directos de las organizaciones obreras españolas comprendidas en tan esperanzador amparo.

6. En ocasiones varias se ha hablado de una restauración monárquica en la persona de Juan de Borbón y Battenberg, restauración dispuesta por Francisco Franco o impuesta por el ejército. A partir de 1945, han sido más de uno los requerimientos militares hechos al hijo de Alfonso XIII para que ocupara el trono con auxilio de las armas, pero siempre los rehusó, aunque alguno de ellos parecía ofrecerle bastantes seguridades de éxito, por proceder de generales de probado monarquismo, con mando efectivo sobre tropas numerosas, y quienes, estando convencidos de que la solidaridad profesional, el común agradecimiento a favores regios otorgados antes de 1931, y una identidad de opiniones más o menos acusada pero común a todos, aseguraban el simultáneo asenso a la proclamación que uno de ellos haría en su despacho oficial, a presencia del pretendiente al trono, y que comunicaría a todos los generales del mismo grado y con mandos análogos, garantizándose así la unanimidad o semiunanimidad de dichos altos jerarcas, y dando lugar a la certeza de que ninguna lucha intestina se produciría entre las fuerzas armadas. Mas esos generales han desaparecido del escalafón, unos por fallecimiento y otros por pase a la reserva, reglamentariamente o forzados a ella en calidad de dudosos de lealtad al régimen. Sus sustitutos son incondicionales de Franco, aunque, según afirmación atribuida a don Juan, éste cuenta con la adhesión de cuatro a quienes él frena los afanes de sublevarse, por estar seguro de que

Francisco le dará pronto acceso al Poder, siendo consiguientemente innecesaria cualquier violencia. Probablemente, ello sea una nueva ilusión que el infante verá tan fallida como otras anteriores del mismo origen que el viento se llevó. Acaso, si quisiera se la ha forjado y oído que al respecto haya dicho, si efectivamente lo dijo, fué para mantener el ánimo de sus adictos, sin el criterio, pues se atiende al anuncio de que Franco no abandonará las riendas mientras viva. Un vocero de don Juan acaba de expresar que no hay otro modo de restaurar, o instaurar, la monarquía que aceptándola de manos de Franco cuando a éste le plazca. Pero sea mediante ese traspaso o sea a través de una subversión militar, el Partido Socialista Obrero Español no podría implicarse en manejos conducentes a restablecer el régimen monárquico por ninguno de esos dos caminos que no conducen a la desión popular. Solo si tal cambio se ajustara a la voluntad nacional lo acataría, conforme prometió y promete.

7. Hay un escollo más peligroso que el de cualquiera de las dos tortuosas sendas indicadas para imponer la monarquía: el carácter de ésta. Aceptándola de Franco, éste quedaría detrás del trono, resuelto a hacer efectivos en todo momento los compromisos contraídos por el entronizado para continuar invariablemente la política totalitaria mantenida desde 1939. Impuesto el rey por los militares contra la aspiración del Generalísimo de ser él quien de modo directo gobierne hasta el fin de su vida, subsistirían por parte del nuevo monarca, no sólo los compromisos últimamente mencionados, sino, además, los que contrajo en 1957, en forma deliberadamente espectacular, con los miembros de la Comunión Tradicionalista aceptando el programa de un anacrónico partido y prometiendo cumplirlo, los cuales compromisos ratificó meses más tarde en Lourdes, cerca del santuario, ante numerosa concurrencia de requetés, tocándose don Juan con boina roja y su esposa con boina blanca para aparecer ambos lo más identificados posible, incluso en el atuendo, con la agrupación de sus nuevos y montarcas adictos, tal cual cooperaban Carlos VII y doña Margarita ante sus huéspedes guerras hace un siglo. Pero lo peor del caso es que don Juan no ha querido tamaños compromisos —unos y otros fundidos en el mismo por pura conveniencia política, sino por correspondencia, de todos los indicios, a su idiosincrasia, la cual le impide ser un constitucional a la manera de quienes lo son en las pocas monarquías que en Europa perduran.

8. Si, cual don Juan cree, o finge creer, Franco le traspasar los poderes, las cosas seguirían como hasta agitando lo mismo un rey prisionero que un pretendiente implor. El mandamás continuaría siendo Franco. Si la entronización fuese impuesta por los militares cansados de aguantar al Caudillo, impondrían éstos determinadas condiciones al monarca o concederían facultades omnímodas? Parece razonable que se primero, porque, con lo segundo, saldría sobrando la sursión, pues no merecería la pena hacerla para un simple camuflaje.

9. Es notorio que no contamos con elementos bastantes para hacerla frente y, aunque contáramos con ellos, sería cosa de arriesgarlos en semejante batalla, con la cual dentiríamos nuestra constante aserción de que queremos reanudar el problema de España. Además, tenemos probable que el sublevamiento militar arrastraría a masopulares, ansiosos de derribar a Franco sea como sea y háguen lo haga. Es nuestro firme propósito que en España coja el derramamiento de sangre hermana, que no se repitan los errores ocurridos desde 1936 hasta 1939, que se restablezca la orda entre los españoles, que terminen las luchas fratricidas, suma, que España goce definitivamente de una paz a que tienen derecho, no sólo para asegurar su progreso material, sino, sobre todo, para que sus hijos recobren la tranquilidad de espíritu, perdida como secuela de la espantosa guerra civil, cuya cuya demostración patente se encuentra en los millares de familias separadas a causa de un éxodo sin precedente, por magnitud, en la historia de nuestra desventurada patria.

10. El ejército no puede afiorar otra monarquía que constitucional, la que a partir del fallecimiento de Fernán VII rigió en España, aunque con imperfecciones y deslealtades

cuérase que el perjurio de Alfonso XIII tolerando y protegiendo la dictadura del general Miguel Primo de Rivera, derrocó al trono; el pueblo, en la primera ocasión que le fué deparada, repudió de modo inequívoco al perjurio. Reconocemos que la monarquía constitucional, honradamente ejercida, representaría considerable ventaja sobre el oprobioso franquismo, pero, siendo los socialistas genuinamente republicanos, no nos podemos implicar, conforme queda dicho, en manejos para implantarla, acatándola únicamente si nuestro pueblo optara por ella. No debemos determinar «a priori» desde el destierro cuál sería nuestro proceder respecto de ella. Su índole constitucional le impondría la obligación de restablecer inmediatamente las libertades de palabra, reunión y asociación, así como la devolución de todos los bienes secuestrados por la dictadura a personas naturales o jurídicas, lo que nos permitiría rescatar nuestras Casas del Pueblo, imprentas y periódicos, y a base de tales restituciones, convocar con máxima rapidez un Congreso nacional de nuestro Partido, donde se determinaría la línea de conducta acerca del régimen y concretamente si participaríamos o no en el Parlamento que todo sistema constitucional debe reunir.

11. Con la monarquía absoluta —podemos afirmarlo desde ahora, seguros de interpretar fielmente el criterio del PSOE, esencialmente democrática desde que nació hace tres cuartos de siglo—, cualesquiera contactos nos estarían completamente vedados. Suponemos que igual conducta seguirían Izquierda Democrática Cristiana y demás fuerzas con las cuales habremos de andar bastante trecho para realizar el programa que aquí esbozamos. La monarquía absoluta, encima de continuar soportando el bloqueo que la Confederación de Organizaciones Sindicales Libres y la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos han acordado contra Franco, precisamente por su absolutismo, impediría el ingreso de España en la OTAN, pues aquellos países signatarios que defienden honestamente la integridad de dicho convenio concertado para defender en común las libertades que son esencia de sus regímenes —republicanos o monárquicos— sentirán igual repugnancia que la sentida hasta ahora contra Franco y continuarán oponiéndose al ingreso de España, el cual únicamente se puede conceder por voto unánime. Esas naciones que han aguantado tremenda presión de grandes potencias en las cuales motivos estratégicos anulaban todo escrúpulo moral, mantendrán la misma negativa si de nuevo resurge tal presión que quizás desaparezca al desaparecer los motivos que la ocasionaron. Si volviera a repetirse por parte de los Estados Unidos, que la iniciaron, habría echado por tierra Mr. Kennedy cuantas esperanzas ha promovido su elección en orden a una política internacional más limpia y más juiciosa que la de su antecesor Mr. Eisenhower. Sería absurdo que aquél pretendiera eternizar en España el totalitarismo atormentándolo a una monarquía absoluta.

El Comité Director del Partido Socialista Obrero Español, consciente del cometido que su propio título entraña y sabiendo que para dirigir conviene orientar, se cree impelido a dirigirse a las Secciones o Grupos Departamentales con el presente documento para que ellos, si aceptan nuestras ideas o las modifican, den a sus delegados al próximo Congreso el correspondiente mandato, a fin de que dicha soberana asamblea señale normas para todos nuestros afiliados. Las ideas que aquí exponemos son fundamentalmente las mismas de antes y en nada alteran los convenios que, ajustándose a ellas, ha acordado la Comisión Ejecutiva con representaciones de otras entidades antifranquistas que, unidas a nosotros, actúan dentro de España y en el exilio.

Toulouse, abril de 1961.

Indalecio Prieto, presidente; Wenceslao Carrillo, vicepresidente; Rodolfo Llopi, secretario general; Benito Alonso, Miguel Armentia Juvete, César Barona, José Barreiro, Miguel Calzada, Daniel Díaz Antuña, Rosalío Donas, Juan Francisco Gómez, Paulino Gómez, Beltrán, Arsenio Jimeno, Arcadio Martínez, Carlos Martínez Parera, Manuel Muñio, Gabriel Pradal, Eustaquio Quiroga, Fabián Ramos, Ruperto Rodelgo, y Pascual Tomás, vocales.

Motivos de una actitud

La pureza y la táctica

UN republicano español que considera irrealizable el inmediato restablecimiento de nuestra República y reputa ventajosa con respecto al régimen de Franco la restauración monárquica, dedica últimamente su correspondencia conmigo a intentar persuadirme de que los socialistas, por pureza ideológica, imposibilitamos esa transición. Yo le contesto que, siendo los socialistas netamente republicanos, ya hemos abdicado parcialmente de esa pureza al proponer que el problema político español se resuelva íntegramente con un plebiscito mediante el cual el pueblo español, con indispensables garantías de libertad, opte por la Monarquía o por la República, comprometiéndose a acatar la primera si se restableciese por designio popular. Muchas veces el arte político, que para ser eficaz ha de estructurarse sobre realidades, sacrifica a conveniencias tácticas la integridad de los principios, pero semejante sacrificio tie-

ne sus límites naturales que si se rebasaran conllevan a apostasias intolerables.

Monarquía constitucional y Monarquía absoluta

Me corresponde se que en forma abstracta hablar de Monarquía, pués por alto si ésta he de ser o no.

Por Indalecio Prieto

titucional o absoluta. Fillos socialistas del Norte de Europa participan en el Gemo, y hasta lo han absorbido completamente, bajo Monarquías, pero Monarquías constitucionales. Ahora bien, ¿gencia de España ese carácter? Todo indica que no.

Conforme he recorda varias veces, el infante Juan de Borbón, desdénandolo a silencio si le hubieramos resultado tan cómodo como me lo decían, proclamamos su aser-

sinaron los requetés, fanáticos seguidores de la otra rama borbonica que figuraban desde el primer instante entre los insurrectos. Después, recordando que había sido alumno de la Escuela Naval de San Fernando, quiso incorporarse a la escuadra franquista, pero también se le rechazó. En cambio, durante la guerra europea no quiso acordarse de que, como oficial honorario, había pertenecido a la Marina real británica, circunstancia que parecía obligarle moralmente en tan críticas circunstancias a reincorporarse a ella para ayudar a los aliados, de quienes ahora, luego de la victoria y ya sin riesgos, se manifiesta fervoroso adicto. Cuando, años atrás, comenzaron a circular rumores de que elementos militares estaban dispuestos a instalarle en el trono, dije en un acto público celebrado en Méjico y a título de criterio exclusivamente personal, que no era cosa de estorbar el citado plan, de cuya realización no hubo traza, pero a condición de que la Monarquía restaurada fuese de carácter constitucional, porque en este caso y siendo ineludible convocar a un Parlamento, podríamos concurrir a él e influir en forma que la Monarquía se nutriera de sustancia democrática, aun-

(Pasa a la segunda pág.)

Importante reunión del Comité Director del P. S. O. E.

El Comité Director del Partido Socialista Obrero Español se ha reunido los días 10, 11 y 12 de abril de 1961, celebrando cinco sesiones.

A dicha reunión asistieron los compañeros Benito Alonso, Miguel Armentia Juvete, César Barona, José Barreiro, Miguel Calzada, Wenceslao Carrillo, Daniel Díaz Antuña, Rosalío Donas, Juan Francisco Gómez, Paulino Gómez Beltrán, Arsenio Jimeno, Rodolfo Llopi, Arcadio Martínez, Carlos Martínez Parera, Manuel Muñio, Gabriel Pradal, Indalecio Prieto, Eustaquio Quiroga, Fabián Ramos, Ruperto Rodelgo, y Pascual Tomás. La Federación Nacional de Juventudes Socialistas estuvo representada por su Secretario General, Carlos Martínez Cobo.

Fueron elegidos Presidente y Vicepresidente los compañeros Indalecio Prieto y Wenceslao Carrillo, respectivamente.

El compañero Prieto dió cuenta de su estancia en Washington y Nueva York, donde ha celebrado importantes conversaciones con significadas personalidades de los Estados Unidos.

El Comité Director examinó la situación nacional e internacional y estudió la evolución del problema español.

Igualmente se examinó el estado en que se encuentran las relaciones del Partido Socialista Obrero Español con las demás fuerzas democráticas españolas.

El Comité Director aprobó por unanimidad los textos que se publican en este mismo número de EL SOCIALISTA.

El Comité Director del PSOE, después de conocer el estado actual de las negociaciones iniciadas en el terreno sindical y político, proclama su solidaridad completa con la firme voluntad de la C. E. tendente a reforzar el entendimiento de las fuerzas antifascistas. Toulouse, 11-4-61.

El Comité Director del P.S.O.E. envía un mensaje a nuestros presos, personificado en Antonio Amat

Toulouse, 12 de abril de 1961.

Compañero Antonio Amat Maiz.

Querido compañero:

El Comité Director del Partido Socialista Obrero Español, reunido extraordinariamente estos días, no olvida los grandes servicios que has prestado al PSOE, por el que has sacrificado tu libertad, y quiere fervorosamente expresarte su deseo unánime de transmitirte nuestro profundo afecto y sincera admiración por la gallardía y dignidad con que atraviesas la dura prueba que esperamos ardientemente tenga un final cercano, afecto y admiración que hacemos extensivo a todos nuestros compañeros encarcelados que en ti personificamos.

Indalecio Prieto, Presidente. — Wenceslao Carrillo, Vicepresidente. — Rodolfo Llopi, Secretario General. — Benito Alonso. — Miguel Armentia Juvete. — César Barona. — José Barreiro. — Miguel Calzada. — D. Díaz Antuña. — Rosalío Donas. — Juan Francisco Gómez. — P. Gómez Beltrán. — Arsenio Jimeno. — Arcadio Martínez. — C. Martínez Parera. — Manuel Muñio. — Gabriel Pradal. — Eustaquio Quiroga. — Fabián Ramos. — Ruperto Rodelgo. — Pascual Tomás. — Por las Juventudes Socialistas: C. Martínez Cobo, Secretario General.

Catorce de Abril

Treinta años

El día 14 se han cumplido treinta años del advenimiento de la segunda República Española. Sólo un acto de presencia del pueblo español, tan cargado de razón y de noble energía, hizo entonces derrumbarse ante él todo el sistema defensivo de la injusticia y de la corrupción. Pocos actos tan limpios como aquella proclamación podrían inscribirse en la historia de España; y, sin embargo, se aplican a infamaria desde su poder espurio los que, rindiéndose en aquella ocasión a la generosidad del pueblo, han traicionado a éste restableciendo la corrupción y la injusticia, valiéndose de odiosas fuerzas extranjeras. Otra vez se va a triunfar sobre ellos, y la fecha honrosa del 14 de Abril borrará esas otras fechas ominosas con que se han profanado los muros de España.

Comentario

Enojos de un no llegar

A dirección del diario madrileño «Pueblo» sintió una grande y alentadora emoción al anuncio de la inmediata llegada a España del vicepresidente norteamericano Lyndon B. Johnson; y blandiendo la noticia sobre cabezas malpensadas, encabezó así, con gruesas letras y a toda plana, su número del 3 de abril: «Mañana llega a España el vicepresidente norteamericano, Johnson. Realiza un viaje de buena voluntad por diversos países de Europa y África.»

Y ahora ¿qué dirían los agoreros de un cambio de actitud norteamericana frente al Caudillo de España y Generalísimo de los Ejércitos? Ciertamente, los tenaces agoreros no se dieron por vencidos. Bien sabían ellos, por las informaciones extranjeras, que lo que el presidente Kennedy había encargado a Mr. Johnson era asistir a la celebración de la independencia del Senegal y, después, visitar a determinadas personalidades en París y en Ginebra. Ya sobre la marcha, el secretario de Defensa había pedido al vicepresidente que, de paso, hiciera una breve inspección de las bases militares en España.

Parecía esto cosa sencilla, sin sujeción a protocolo, en territorios cubiertos por la bandera norteamericana en los que no habría por qué preocuparse de lo que hay fuera de ellos, ni siquiera del Caudillo. Así lo veía la sencillez del señor Johnson; pero los servicios caudillescos se pusieron a empavesar el camino de El Pardo, donde los fotógrafos de guardia esperaban la reverencia del vicepresidente. Al saberlo éste, hubo de tener en cuenta que en su equipaje faltaban los elementos para eso que «Pueblo» llama «buena voluntad». Hasta parece que no había traído un traje de etiqueta que pudiera enfrentarse dignamente con la indumental refulgentia del Caudillo.

¿Qué hacer? Reflexionando sobre ello, se le pasó al vicepresidente en Dakar el día que había de estar en Madrid. «Pueblo» se ha visto en el doloroso trance de encabezarse —aunque ya a sólo dos columnas— así: «El vicepresidente Lyndon B. Johnson no vendrá a Madrid.» Y a continuación, en una malhumorada «N. de la R.», ha descrito despectivamente la inferioridad de aquel Senegal de personalidades mediocres, en donde hay que importar el arroz y en donde «no se puede buscar hoy más que una insolación» o «un buen cucuruchado de cacahuetes».

En un tal país ha querido el señor Johnson permanecer un día más en vez de hacer una visita al Caudillo. A la salida de ella, los periodistas le hubieran preguntado, según costumbre: «¿Qué impresión le ha hecho su Excelencia?» El visitante se hubiera visto en el caso de responder: «Pues, bastante buena; y los periódicos hubieran dicho a toda plana: «El vicepresidente de los Estados Unidos ha quedado deslumbrado por la radiante personalidad del Caudillo.»

En fin, ¡buen regalo se ha perdido el señor Johnson! El sabrá por qué ha preferido pasar de largo por los aires comiendo cacahuetes en cucuruchado. Buen provecho le hagan.

Pericles GARCÍA

Crónicas alemanas

Brandt y sus enemigos

En virtud de los auspicios culturales, o, mejor, anticulturales, de la Iglesia, la mitad de la población se componía de analfabetos. El cincuenta por ciento de los niños no asistía a la escuela y la mitad de los otros iba a los colegios de frailes...

A estos efectos, el tema español es asimismo una catedral ideal para lanzar el otro consabido y mortífero proyectil, debido a que, como dijo el diputado socialdemócrata Helmut Schmidt meses atrás en el Parlamento...

Es la guerra. Pero esos artilleros a ultranza han demostrado además lo muy versados que están en el oficio con otros argumentos que hablan por sí solos. A Brandt se le echa en cara el haber nacido de madre soltera y claro, todo lo que vino después, pues por supuesto que mal empieza...

Se quiere entenebrer sin reparar en medios el pasado del candidato socialdemócrata para luego proyectar la linterna sobre pasajes sueltos del mismo pero dejando a oscuras sus circunstancias con objeto de desfigurar la realidad. Así, por ejemplo, se pasa por alto que hay curas y curas, y que entre el clero español y el alemán existe la misma diferencia que va de un sincero demócrata al señor Jaeger, pongamos por caso...

DESDE PAMPLONA

Los escándalos de la Diputación

En el seno de la Diputación de Navarra dominan ciertos caciques de grueso calibre cuyas ideas merecen un comentario y la consiguiente rotunda reprimenda. Son partidarios, a lo que parece, de la estabilización, pero entendida a su personal conveniencia. Hace muy poco todavía pidieron los empleados de la casa no ya un reajuste de sueldos y salarios plenamente justificado por el constante aumento del costo de la vida, sino una modesta paga extraordinaria suplementaria...

La estabilización, precisamente, es eso: que todos gagen lo mismo, sin horas extraordinarias, y que la vida cueste cada vez más. En suma, una genuina estabilización de la miseria. Pero ciertos personajes no podían aceptar esta limitación de ingresos por lo que a su personal caso se refiere, y para resolverlo, entre bastidores, en la suave penumbra de la desvergüenza, con un

El Correo de la UNESCO prepara un número dedicado al mundo iberoamericano, para el cual solicitó la colaboración de don Salvador de Madariaga. La contestación de éste fue: «Muy señor mío: Le agradezco a usted su amable invitación para escribir un artículo en «El Correo de la UNESCO»...

Es lástima que no se le haya ocurrido al director de «El Correo de la UNESCO» solicitar la colaboración de Tierno Galván y de Lain Entralgo sobre la libertad de cátedra en la Universidad y la seguridad de los catedráticos en la España franquista.

En 1960, la concentración parcelaria alcanzó a 16 provincias, 61 zonas, y sobre una superficie de 72.897 hectáreas. En 1959, las parcelas concentradas afectaron a una superficie de 69.000 hectáreas. Desde que fue promulgada la ley de concentración parcelaria, el ritmo de aplicación por cuanto el promedio de 1953-54 fue de 9.770 hectáreas, y de 36.183 en el bienio 1955-56.

En España es tan grave y dañosa el problema del minifundio disperso como el del latifundio. Quizás tenga más repercusión económica la dispersión minifundista que el latifundio porque afecta a las zonas más ricas y mejor regadas. Se estima que la concentración parcelaria incrementa los resultados económicos de la explotación entre un 15 y un 36 por 100. Semejante perspectiva da la medida de la importancia que tiene la concentración y lo urgente que es para la agricultura española la intensificar esta reforma estructural...

El día en que España se decida a realizar una reforma seria en el ámbito agrícola, tiene que hacerlo audazmente y tiene que gastar mucho dinero. El régimen franquista no quiere gastar y carece de audacia. Tiene que ser otro régimen político y otros hombres los que hagan esa urgente revolución del agro español.

La mayoría del capital será español. «Inofer, S. A.» pondrá capital y técnica. El señor Poncelet, miembro de la Comisión belga, aseguró que los deseos de los comisionados consisten en «la creación de nuevas sociedades hispano-belgas, más que la de incrementar las ventas materiales de productos belgas en España»...

«Inofer, S. A.», de Malinas, se asocia con la firma belga «Metals y Platea Riverca» para la construcción en Barcelona de una factoría similar a la de la firma belga, especializada en estampados calientes de metales no ferrosos y en grifos. La mayoría del capital será español. «Inofer, S. A.» pondrá capital y técnica. El señor Poncelet, miembro de la Comisión belga, aseguró que los deseos de los comisionados consisten en «la creación de nuevas sociedades hispano-belgas, más que la de incrementar las ventas materiales de productos belgas en España»...

O sea, que con el importe de la gratificación, que, aproximadamente, hubiera enjugado la penuria de tanta gente honrada y laboriosa; con una ostentosa bofetada, hirriendo los rostros con injusticia desvergüenzada, dos personajes, dos caciques y mangoneadores han arreado con todo y... ¡a vivir!

Todos para unos y unos para ellos solos! Es un lema muy cristiano. OREMUS

SE DESE ACONECER EL PARADERO... De Cándido Tenza Utrillo, cuyas últimas noticias señalan que pasó a Francia en 1959. Es natural de Abanilla (Murcia). Dirigióse a Andrés Cutillas, 202, rue des Charbonnages, Châteaufort (Belgica).

Varias noticias comentadas

UNA RESPUESTA ADECUADA

Los obreros de Acción Católica y de la Semana de la Emigración, las Comisiones nacionales de las J.O.C. femenina y masculina han publicado un estudio titulado «España emigrante».

LA MISERIA ESPAÑOLA VISTA POR UN CATOLICO

Don Juan de Arteaga y Pita, en una conferencia del ciclo organizado por la Asociación Católica Nacional de Propagandistas y Asociación Católica de Dirigentes, dijo: «En lo que a España toca particularmente, con datos de Caritas Nacional, hay cuatro millones de españoles cuya alimentación es insuficiente»...

TRES ACUERDOS DEL AYUNTAMIENTO DE MADRID

A propuesta del alcalde Madrid, el Ayuntamiento aprobó, por unanimidad (con una abstención), la concesión de honores: don Gregorio Méndez de tener una plaza o su nombre; al doctor Garró Lestache, la medalla de Madrid en su categoría de poeta; por su labor en el hospital de Nino Jesús; a Mr. J. Davis Lodge, embajador permanente de los Estados Unidos...

EL SAHARA ESPAÑOL

Según la revista «Africa» reproducido por «La Gaceta del Norte», el Sahara español tiene 225.000 kilómetros cuadrados, 1.700 habitantes europeos y 17.500 nativos. La enseñanza primaria está a cargo de dos escuelas en Aaiun (capital del territorio) y otras dos en Villa Cisneros. Además, hay escuelas islámicas en Aaiun, Villa Cisneros, Smara, Auserd y Guerra. En compensación, «a más de veinte compañías petrolíferas» se disputan la concesión de permisos de investigación. El Estado español, en el presupuesto de 1960, destinó 53 millones de pesetas para tan vasto territorio.

«Esta provincia» guarda en el subsuelo mineral de hierro, fosfatos radiactivos, indicios de otros minerales, sin contar los de yacimientos de petróleo. Hasta hace muy poco la zona carecía de balizas y de iluminación. El Sahara español tiene dos cines y dos campos de deportes. Campos de aviación y servicio dos veces por semana. ¿Que no es mucho para 225.000 kilómetros cuadrados? ¿Que 53 millones de pesetas no es dinero para colonizar adecuadamente? Eso pueden opinar los anticolonialistas, pero ¿qué saben esas gentes de los buenos métodos para provincializar las colonias?

En todo caso, guste o no guste, eso es lo que hace ahora el franquismo en el Sahara español. Eso hace ahora que andan por allí los buscadores de petróleo, que lo que es antes, era mucho menos. La artificialidad de la situación era insostenible. No es artificios como se puede contener la inflación. Como era inevitable, ahora toca pagarla a los usuarios.

LOS QUE DEBEN EMIGRAR POR AÑO

Don Juan de Arteaga y Pita, en una conferencia del ciclo organizado por la Asociación Católica Nacional de Propagandistas y Asociación Católica de Dirigentes, dijo: «En lo que a España toca particularmente, con datos de Caritas Nacional, hay cuatro millones de españoles cuya alimentación es insuficiente»...

LA MISERIA ESPAÑOLA VISTA POR UN CATOLICO

Don Juan de Arteaga y Pita, en una conferencia del ciclo organizado por la Asociación Católica Nacional de Propagandistas y Asociación Católica de Dirigentes, dijo: «En lo que a España toca particularmente, con datos de Caritas Nacional, hay cuatro millones de españoles cuya alimentación es insuficiente»...

TRES ACUERDOS DEL AYUNTAMIENTO DE MADRID

A propuesta del alcalde Madrid, el Ayuntamiento aprobó, por unanimidad (con una abstención), la concesión de honores: don Gregorio Méndez de tener una plaza o su nombre; al doctor Garró Lestache, la medalla de Madrid en su categoría de poeta; por su labor en el hospital de Nino Jesús; a Mr. J. Davis Lodge, embajador permanente de los Estados Unidos...

EL SAHARA ESPAÑOL

Según la revista «Africa» reproducido por «La Gaceta del Norte», el Sahara español tiene 225.000 kilómetros cuadrados, 1.700 habitantes europeos y 17.500 nativos. La enseñanza primaria está a cargo de dos escuelas en Aaiun (capital del territorio) y otras dos en Villa Cisneros. Además, hay escuelas islámicas en Aaiun, Villa Cisneros, Smara, Auserd y Guerra. En compensación, «a más de veinte compañías petrolíferas» se disputan la concesión de permisos de investigación. El Estado español, en el presupuesto de 1960, destinó 53 millones de pesetas para tan vasto territorio.

«Esta provincia» guarda en el subsuelo mineral de hierro, fosfatos radiactivos, indicios de otros minerales, sin contar los de yacimientos de petróleo. Hasta hace muy poco la zona carecía de balizas y de iluminación. El Sahara español tiene dos cines y dos campos de deportes. Campos de aviación y servicio dos veces por semana. ¿Que no es mucho para 225.000 kilómetros cuadrados? ¿Que 53 millones de pesetas no es dinero para colonizar adecuadamente? Eso pueden opinar los anticolonialistas, pero ¿qué saben esas gentes de los buenos métodos para provincializar las colonias?

En todo caso, guste o no guste, eso es lo que hace ahora el franquismo en el Sahara español. Eso hace ahora que andan por allí los buscadores de petróleo, que lo que es antes, era mucho menos. La artificialidad de la situación era insostenible. No es artificios como se puede contener la inflación. Como era inevitable, ahora toca pagarla a los usuarios.

LOS QUE DEBEN EMIGRAR POR AÑO

DELAS OPINIONES DEL SEÑOR LARRAZ

Para el señor Larraz, «Las fórmulas en uso (un Estado, un voto, un hombre, un voto) propenden a relegar los pueblos adelantados de la humanidad al rango de ordenanzas de la gran masa. El sufragio igualitario llevado a su aplicación extrema, muestra en el área mundial su injusticia y la monstruosidad de sus frutos».

«Pero sucede lo mismo en cuanto a la fórmula «un hombre, un voto»? Nadie discute, porque va de suyo, que los hombres son distintos y que no tienen igual valor el voto del señor Larraz y el de Einstein. Como no es igual el voto de Franco y el de Kruschev que los de Gaitskill y Spask. Pueden tener diferente valor los votos de un ilustre catedrático y de un labriego. Pero no siempre se inclina la balanza del lado de los catedráticos, que más de una vez los labriegos votan con más sentido político que los catedráticos».

«Que son los pueblos si no son la gran masa? ¿Acaso se puede entender por pueblo una minoría selecta? El sufragio igualitario, contra lo que afirma el ex ministro de Hacienda del Caudillo, no relega los pueblos al rango de ordenanzas. Donde se practica con más regularidad y pureza no son pueblos relegados. Da la circunstancia de que los pueblos más civilizados y de mayor nivel de vida son naciones donde se practica el sufragio igualitario. Los mismos cristianos aseguran que todos los hombres son iguales ante Dios, todos son «portadores de valores eternos». Dios los ha dotado de serlo, pero repetimos que sepan elegir entre el bien y el mal. Para que sepan votar».

«Ese programa dinamizador de la economía es mucho más importante que mantener las expensas del presupuesto al ministro-secretario y los sanguijuelas que merodean por las covachuelas de ese cien mil veces inútil ministerio. Como es más urgente importar tractores, maquinaria agrícola, excavadoras— aunque los regale el Gobierno a los agricultores, si no pueden o no quieren comprarlos— que esa secundaria importación de 5.000 turistas para que se paseen los ricos».

«Pero cómo hacer todo eso y mucho más con el Caudillo horcajadas sobre el Estado? Esa cuestión tampoco, al parecer, se la plantea la J.O.C. Ello nos hace dudar de su inventiva y de su audacia cristiana, porque la solución no reside en posibilitar la emigración de 80.000 españoles al año, sino en expulsar del Estado al Caudillo y a los 80.000 que le sirven, permitiéndoles emigrar para que los españoles, en un momento de indignación, no les desgarran los onicelinos y les den la azotona que desde hace 21 años están mereciendo todos los días».

«Ese programa dinamizador de la economía es mucho más importante que mantener las expensas del presupuesto al ministro-secretario y los sanguijuelas que merodean por las covachuelas de ese cien mil veces inútil ministerio. Como es más urgente importar tractores, maquinaria agrícola, excavadoras— aunque los regale el Gobierno a los agricultores, si no pueden o no quieren comprarlos— que esa secundaria importación de 5.000 turistas para que se paseen los ricos».

«Ese programa dinamizador de la economía es mucho más importante que mantener las expensas del presupuesto al ministro-secretario y los sanguijuelas que merodean por las covachuelas de ese cien mil veces inútil ministerio. Como es más urgente importar tractores, maquinaria agrícola, excavadoras— aunque los regale el Gobierno a los agricultores, si no pueden o no quieren comprarlos— que esa secundaria importación de 5.000 turistas para que se paseen los ricos».

«Ese programa dinamizador de la economía es mucho más importante que mantener las expensas del presupuesto al ministro-secretario y los sanguijuelas que merodean por las covachuelas de ese cien mil veces inútil ministerio. Como es más urgente importar tractores, maquinaria agrícola, excavadoras— aunque los regale el Gobierno a los agricultores, si no pueden o no quieren comprarlos— que esa secundaria importación de 5.000 turistas para que se paseen los ricos».

LOS OBISPOS DE LA MENTIRA

Cuando el Papa Juan XXIII asumió la dirección suprema de la política vaticana, todo hacia suponer que las cosas cambiarían en lo que se refiere a perniciosas tácticas pasadas, puestas en práctica con largueza por los altos jerarcas de la Iglesia Romana en España. A esta suposición nos llevó el tema abordado por el Sumo Pontífice, más que la confianza en una rectificación por parte del Vaticano, aún en estos graves momentos en los que la humanidad, abrumada por las contradicciones de frios y troyanos, amenaza con barrer hasta el último vestigio mitológico o litúrgico, político o religioso. El tema escogido en la encíclica inicial fué el de la verdad.

Suponíamos que nuestros obispos aprenderían la lección y rectificarian su conducta de menoscabo a la verdad. Porque la mentira ha sido la tónica de esa acción de falsedades y de calumnias, eslabones de la terrible cadena que arrastra el pueblo español. El dogma invertido e inflexible ha sido siempre más importante para la Iglesia Católica Apostólica y Romana en España, que la justicia, el derecho y la verdad. Y siguiendo esa norma, los obispos españoles comiten inclusive las voces salidas desde sus mismos templos pidiendo libertad, derecho y justicia, empujándose en su peligrosa política tradicional de volver la espalda a las justas necesidades del pueblo español, aumentándolas al sostener a sus tiranos.

Las consecuencias de esa actitud son imprevisibles. Cualquiera que estudie con detenimiento la historia de esos prolongados silencios del pueblo español, observará que lo que parece humilde resignación ante los desmanes de los gobernantes, no es sino una paciencia deseosa de brindar oportunidades de rectificación, pero que paralelamente va sedimentando energías agresivas muy justificadas, que una vez desbordadas producen el choque inevitable que ciegamente arrastra lo que encuentra a su paso.

La explicación para combatir esa justificada rebeldía es bien simple; basta con echar la culpa al comunismo, y así la absolución divina limpia el pecado reprobivo y permite su continuidad. Y la crisis de la verdad sigue, porque el comunismo soviético encuentra un aliado propagandístico inestimable en las jerarcas eclesiásticas que han hecho de la mentira y de la persecución una norma amoral elevada a la categoría de estrategia per-

manente. Basta que cualquier problema contradictorio o lesione sus intereses, para que hasta a los más apartados rincones del mundo se lleve deformado ese problema, salpicándolo con presuntas manobras comunistas. Y eso es, precisamente eso, lo que lleva a las gentes que no sabemos si han dejado de ser cristianos, pero si estamos seguros de que son anticlericales, a buscar en el comunismo el antidoto que los libere del veneno de las injusticias que han establecido en España papas, cardenales y obispos a través de siglos de insalvable y avarecioso gobernar.

Ahi es donde está el verdadero motivo que justifica el que inclusive los propios sacerdotes que comprenden el verdadero valor espiritual de las doctrinas de Cristo, alejados de la política pero interesados al mismo tiempo frente a la injusticia social de nuestros tiempos, se rebelan contra sus jerarquías superiores. No se puede predicar la paz bendiciendo cánones, ni la caridad caprichosa como remedio al hambre terrible de los españoles, ni decir que los hombres somos todos hermanos mientras se fomenta el odio que los enfrenta, ni aconsejar humildad y sacrificio a los más para compartir y satisfacer el vicio con los menos, ni alabar la verdad predicando sobre el pedestal de la mentira.

Las abrumadoras torpezas de la política soviética complementan estas posiciones oficialistas del Vaticano en España. De no ser por ellas, los representantes de la internacional negra se verían privados de sonoros argumentos para continuar sus avaras actividades político-comerciales, más dignas de Judas que de Cristo, corroboradas por pastorales y sermones contra los sacerdotes que, en un resurgir de honestidad, defienden su credo con la verdad, y el derecho frente a la corrosiva falsedad que pretende adueñarse de todo un país, uniéndolo su voz a las que desde otros ángulos con distintas filosofías de la vida, forman ese coro nacional coincidente en reclamar libertad, pan, justicia y sobre todo verdad. No se engañen los obispos de la mentira; no son los curas vascos, catalanes, castellanos o andaluces los que reclaman; es España entera. Aislense en silenciosa meditación con sus treinta monedas y podrán ellos con más motivos por ser obispos— escuchar la voz de Cristo increpándoles por su traición.

Rafael CAMPILLO Caracas (Venezuela).

ACOTACIONES

(Viene de la cuarta pag.) En el terreno de la competencia. En todo caso, los peligros señalados por el ministro ahí están sin que haya facilitado ninguna garantía con ellos. Se fia en la buena voluntad de los empresarios, en su comprensión. Si tuvieran ambas cosas hace tiempo que España hubiera salido del caos y de la inseguridad.

Table with 2 columns: Item and Price. Includes Alimentación (64,73), Vivienda y gastos de casa (19,43), Combustible (9,32), Vestido y otros varios (22,33). Total: 116,81.

Actividad Juvenil Socialista. Convocamos a todos los afiliados de las JJ SS, de este Sección de Paris a: Asamblea extraordinaria el sábado 26 de abril, a las 18 horas en punto, en los locales de la UGT, Orden del día: Gestión de los delegados de Paris en el IV Pleno ampliado con facultades de las Juventudes Socialistas Españolas. Dada la importancia del asunto, contamos con la asistencia de todos los compañeros.



Crónica de Bilbao

Sobre un suceso que rodean de misterio las autoridades franquistas

(De nuestro corresponsal particular)

El pasado día 27 de marzo sucedió en Bilbao un hecho que ha producido gran impresión y muy exaltados comentarios. Al mostrársela a los ocho y media de la tarde, un automóvil «Peugeot», matrícula de Madrid, propiedad de don Javier Batarríta Eléxpu y conducido por su dueño, al que acompañaban un señor Ballesteros, abogado, y otro señor Larizgoitia, contable, a la altura del surtidor de gasolina de Aguinaga, en

Boluetta, fué detenido por la guardia civil, pidiendo a los ocupantes su documentación personal. Al mostrársela éstos, se originó un tiroteo, del que resultaron muertos el suodicho señor Batarríta y posiblemente a estas horas el señor Ballesteros, que quedó muy mal herido. El señor Larizgoitia salió milagrosamente ileso.

El hecho ocurrió como sigue:

Javier Batarríta era distribuidor oficial de las motocicletas «Lube» en Bilbao; contaba 33 años de edad, se casó hace dos años y tenía una criatura de pocos meses, Ballesteros es —o era— el abogado de esa empresa, y Larizgoitia, el contable. En la mañana del 27 fueron a Vitoria a solventar un asunto comercial, y a su regreso accedió el hecho de que informamos. Se ha comprobado que la guardia civil, lo mismo que la policía secreta (BIC), recibieron una denuncia —el público no sabe de quién— diciendo que un coche de las características del «Peugeot» citado y con el mismo número de matrícula, ocupado por tres individuos de edades y de color de traje correspondientes a las características de éstos, se dirigía a Bilbao procedente de Vitoria llevando un importante alijo de armas. Inmediatamente la policía secreta destacó en el término de Bolueta un importante grupo de agentes, vestidos de paisano, con dos «jeeps» de la Policía Armada (se habla de unos veinte agentes).

Crónica del Caribe

Mirando a Cuba

SEGUIMOS, cuantos andamos por aquí, con especial interés el proceso de la Revolución cubana. Si, hay ingenuidad soviética. Pero esa vino más tarde, cuando Castro y sus barbudos se veían aplastados por los yanquis y sus lacayos de dentro y fuera de este continente. Lamentable la intervención comunista, como lo fue en España; mas las «grandes democracias» parece que no conocen otro procedimiento, ayer y hoy, que el de fabricar comunistas por todos lados. A pesar de la zarpa comunista, lo cierto es que los cubanos están realizando una transformación social que no habían hecho nunca los generalitos de siete galones. A los yanquis no se les había ocurrido pensar, en tanto los latinoamericanos se alimentan con maíz, se cobijan en chozas, no calzan zapatos y se visten con vulgares trapos.

Ante tanta desolación, hace presa la irresponsable, masiva y poderosa propaganda comunista, que no tiene en frente más que el capitalismo primitivo y soez de esta América latina a la que se suma la falta de capacidad directora de los norteamericanos.

Se está creando un estado de cosas que no hay que desestimar, y bien pudiera producirse el colapso al estilo comunista, o la dictadura negra de los generalitos ordenanzas de los estadounidenses. Todo ello es factible porque las masas se encuentran sin preparación en política obrera y democrática y sin noción del sindicalismo responsable.

Nuestros postulados redentores, por aquí no son conocidos ni los dejan conocer. Los mayores y más encarnizados enemigos son los llamados partidos liberales, que son tan jactanciosos y agresivos como los titulados conservadores. Ambos, protegidos por un clericalismo fanático, cerril y cuartelero como el de España.

Los aspectos políticos y sociales de estos países son muy curiosos, curiosísimos, mezquinos y brutales, y completamente distintos de como aparecen en el extranjero. Insistiendo en lo de Cuba, aquí palpamos la propaganda del capitalismo yanqui y el cerco económico inescrupuloso y cruel que se está haciendo a los cubanos. Se me antoja que éstos van a pasar momentos trágicos por la presión aplastante del coloso del Norte, porque la ayuda rusa será como la que hicieron en España. Y luego... ahí queda eso.

NEMO

C.N.T.-A.R.D.E.-P.S.O.E.-U.G.T.-F.O.

A TODOS LOS ESPAÑOLES Y PORTUGUESES ANTIFASCISTAS DE LYON Y SU REGION

- Las organizaciones antifascistas del exilio en Lyon
- Acción Republicana Democrática Española,
- Partido Socialista Obrero Español,
- Unión General de Trabajadores de España,
- Confederación Nacional del Trabajo,

para conmemorar el 14 de abril de 1931, en el cumplimiento del 30 aniversario de la proclamación de la Segunda República en España, y hacer coincidir en un mismo acto la dedicación correspondiente al Primero de Mayo, Fiesta Internacional del Trabajo, e informar al propio tiempo a los antifascistas españoles en general sobre la situación por que atraviesa España en la actualidad, han organizado un

del VI distrito de Lyon (58, rue Séze), con intervención de los siguientes oradores:

- Fernando Valera, en representación de la ARDE
- José Peirats, en representación de la CNT-MLE
- Rodolfo Llopis, en representación de la UGT y del PSOE

Invitamos a todos los españoles y portugueses antifascistas de la región a que concurran en masa a esta gran reunión pública, así como al homenaje que las mismas organizaciones rendirán a los Mártires de la Libertad el propio día a las cuatro de la tarde depositando un ramo de flores en el monumento Vieilled de Pierre.

Nota: Para asistir al mitin, línea de cars n.º 7, parada Place Kléber.

GRAN MITIN IBERICO

que tendrá lugar el domingo 30 de abril a las nueve y media de la mañana en la sala de fiestas de la Alcaldía

La cicutá

Suspendido en matemáticas

EL señor don José María Alfaro y Polanco es el embajador de Franco en la República Argentina. Este hecho en sí no tiene nada de particular ya que, después de haberlo sido un tal Aznar, bien puede serlo cualquier «camisa vieja». Mas en este caso el cargo parece estar bastante bien provisto por cuanto el señor Alfaro es, además de elegido por Franco, elegido, según se dice, de las musas. Y si bien es cierto que aún no ha oscurecido con sus rimas la fama del Petrarca, tampoco ha cometido desatinos como los llevados a cabo en Cuba por Lojendio.

De más está el decir que el señor Alfaro es un hombre de gran cultura y que, como lumina en el mar de la poesía, no puede serlo a la vez en el campo donde brillaron Algebral y el gran Delfante. Podrá decirse que no fué ese el caso de don José Echeagaray; pero don José era don José y, además, una sola golondrina jamás hace verano.

Dadas, pues, las condiciones apuntadas, el señor embajador dió orden a su consejero de información, señor José Ignacio Ramos, para que saliera al paso en la prensa rioplatense de «ciertas campañas movidas en torno de un reciente proceso celebrado en Madrid». Pero hete aquí que el señor Alfaro estaba muy ensimismado en la construcción de algún soneto, o el señor Ramos entendió «salir del paso» por «salir al paso», y así fué que en el escrito firmado por él y publicado —¿cómo no?— en el diario «La Prensa», de Buenos Aires, del 23 de marzo próximo pasado, dice una gran verdad en lugar de decir una mentira. He aquí el texto del punto tercero del escrito del consejero de información de la Embajada: «Franco en la Argentina:

«La campaña desarrollada previa y simultáneamente sobre los presos políticos que de mayor consistencia si se tiene en cuenta que, con excepción de tres países, España es, según las estadísticas el que tiene menos población penal del mundo, pues ésta no alcanza a 50 por cada 100.000 habitantes.»

«Convenimos, antes de seguir adelante, que el párrafo citado más arriba no está redactado como lo debiera ser, en lugar de un simple consejo, lo hubiese redactado la mano docta del señor Alfaro. Pero, en fin, dejemos de andarnos por las ramas y vengamos al nudo del asunto.»

«Si don Ignacio Ramos supiera un poco más de números y estuviera más familiarizado con la ciencia matemática, sabría que si en España existen 50 presos políticos por cada 100.000 habitantes resultaría que: si 50 es igual a 100.000, 500 es igual a 1.000.000; 5.000 es igual a 10.000.000 y 15.000 igual a los 30.000.000 de habitantes que tiene nuestra patria. Es decir, que pretendiendo negar que existen presos en España, se confirma públicamente y por escrito que existen 15.000 a los veintidós años de terminada la contienda, ¿o que para desvirtuar lo que por descuido o por incompetencia se acaba de poner de manifiesto, van a contarnos ahora lo que la influencia del régimen franquista ha sido tan nefasta que produce tal cantidad de delinquentes? Ello sería tanto como negar la «bondad» de una doctrina y, francamente, no los creemos tan honestos.»

Decididamente, el señor embajador debería dejarse de perder su tiempo en el ejercicio de «amateur de clerical» y andaría que organizar alguna escuela donde dar clases de multiplicar a sus agentes. Porque, eso sí el señor Alfaro será un poeta brillantísimo, pero estamos bien seguros de que sabe quién es el autor de aquel poema que comienza: «El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

«El cuadrado construido sobre la hipotenusa...»

De España

LA POBLACION RECLUSA EN ESPAÑA

LA prensa española vuelve de nuevo, a citar la población reclusa que hay en los presidios españoles. La prensa y la radio reiteran la vieja canción de que hay ahora menos presos que en 1935. Naturalmente, la prensa y la radio no recuerdan la circunstancia determinante de que en 1935 estaban en la cárcel los acusados de haber participado en la revolución de octubre de 1934. Tampoco citan la circunstancia de que en 1935 estaba en el Poder un Gobierno reaccionario —la coalición de radicales y de la C.E.D.A., Lerroux-Gil Robles—.

Puestos a recordar, la prensa y la radio podrían recordar el censo de población reclusa que había en 1940 a 1945; pero tales recuerdos no convienen al régimen franquista.

Lo más singular de la picaresca franquista consiste en no mencionar a los ciudadanos españoles que, aunque están en «libertad», por ser condicionada y estar sujetos a proceso o a presentarse periódicamente en las Comisarias de policía, es una magra libertad o una libertad patética. Estos «presos» no se computan en el censo que publica la prensa.

Para demostrar la bondad de la justicia española, los periódicos franquistas publican una estadística según la cual España se halla entre los Estados que tienen menos población reclusa. De estos Estados europeos, sólo Holanda, Suiza y Dinamarca tienen menos reclusos por cada cien mil habitantes que España.

El fenómeno tiene explicación. Mientras en los Estados bien organizados los estadofanos, los que practican el cohecho y los ladrones de cierta clase pueblan cárceles y presidios, bajo los auspicios del Caudillo tales gentes y se pasean en «haigas».

EL CAUDILLO ANTE EL CONGRESO DE LA C.N.S.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

Entre los muchos discursos que se pronunciaron en el Congreso de la C.N.S. de Buenos Aires.

ACOTACIONES

Por J. B.

«No intentaron el diálogo 339 curas vascos? La invitación al diálogo se resolvió en un monólogo periodístico donde sólo hablaron los cuatro obispos vasconavarros. Cuando las H.O.A.C. intentaron el diálogo con el ministro secretario, el resultado fué tan negativo que dió origen a la carta del primado Pla y Deniel al señor Solís».

«Los trabajadores no intentan el diálogo porque ni siquiera se les permite comenzar. La huelga, que es una forma del diálogo, es un delito condenable por vía castrense.»

«Nosotros somos una solución, no la solución, y como tal solución hemos de conseguirlo. No es la claridad una de las virtudes dialécticas del Caudillo; pero parece desprenderse que el sistema franco falangista es una solución, no la única, para gobernar a los pueblos. La otra, puesto que alomina del régimen de partidos, es, sin duda, la solución comunista.»

«No es la primera vez que el Caudillo alaba al sistema comunista. Recuérdese que al conocerse el lanzamiento al espacio del primer cohete soviético, Franco declaró que eso sólo era posible en Estados como el de Kruschev o el suyo. España todavía no lanzó ningún cohete en busca de la Luna o de Marte. En cambio los Estados Unidos, que se empinan en vivir en régimen de partidos, los lanzan y no es poco el progreso que en tal sentido han logrado.»

«El francofalangismo como solución, ahí está para verla. Veinte años de solución franquista ha dado muy buenos resultados. Entre otros, la exportación de trabajadores porque no hallan trabajo en su patria. ¿Qué mejor paradigma de la eficacia política del francofalangismo?»

LO QUE EL TURISMO PROPORCIONA A FRANCO

La vuelta al déficit de la balanza comercial española no inquieta mucho al señor Ullastres —ministro de Comercio—. Estima él que «No es ninguna utopía pensar que los ingresos por turismo de este año próximo (1961) pasarán de los 400 millones de dólares». (Discurso del 4 de marzo en Bilbao.)

Ya en 1960, los ingresos por este concepto se elevaron a 350 millones de dólares. En cambio, las salidas imputables a este capítulo no serán grandes, dado que los españoles no pueden permitirse ese lujo en la misma proporción que se lo permiten los súbditos de otros Estados.

El superávit de la cuenta de los invisibles permitirá al Gobierno español enjugar total o parcialmente el déficit de la balanza comercial.

He ahí una circunstancia que debiera incitar a los turistas democratas a pensar bien si entra en la serie de sus deberes contribuir a resolver las dificultades económicas de la tiranía franquista y con ello prolongar su nefasta existencia.

Las reservas en divisas DEL ESTADO ESPAÑOL

En el discurso que el ministro de Comercio pronunció recientemente en Bilbao, se mostró extremadamente eufórico en orden a las reservas en divisas del Estado español.

Aseguró que, al 20 de febrero, las reservas brutas se elevaban a 610 millones. Pero las reservas netas, luego de restar las devoluciones de los créditos otorgados al Gobierno español por la Banca ortomericana, Fondo Monetario Internacional y Fondo Monetario Europeo, retornó ya comenzado hace algún tiempo, las reservas netas —sin descontar otros préstamos a me-

dió y largo plazo— se cifrarán ahora en 560 millones de dólares. Pero el Estado debe por esos préstamos a medio y largo plazo —según el ministro— unos 350 millones de dólares, pagaderos escalonadamente en los próximos veintidós años. Así, pues, el verdadero saldo neto de la balanza de pagos hay que disminuirlo considerablemente hasta dejarlo en unos 200 millones de dólares.

Es cierto que el señor Ullastres se las promete buenas en el futuro, incluso opinó que había posibilidades de exportación para los productos siderúrgicos, cuando los expertos internacionales en la materia anuncian una coyuntura depresiva, dado que la oferta es superior a la demanda. Se apoyan sus esperanzas en la exportación de textiles, fundándose en la buena suerte del pasado año, en el que Inglaterra compró textiles españoles —fenómeno puramente circunstancial—. Se apoya en la buena cosecha del aceite, aunque el mismo asegura que no es buena la demanda internacional.

En todo caso, ni por los resultados obtenidos ni por las perspectivas visibles es razonable el optimismo del señor Ullastres.

LOS PELIGROS ECONOMICOS

El ya citado discurso del ministro de Comercio, contiene muchos interrogantes y los vaticinios en él formulados están muy condicionados. Una de las condiciones para asegurar una economía sana, es para el ministro el evitar el alza de los precios, salvarse de todo peligro de inflación. En los interrogantes del ministro hay justamente el de que no es posible evitar los movimientos bruscos de los precios porque, contra lo que algunos suponen, el Gobierno es incapaz de sujetarlos.

El ministro no sabe cuál será el efecto del nuevo arancel. No sabe todavía si la liberación escalonada del comercio exterior producirá el alza de precios por causa de un arancel excesivamente alto, o si un arancel demasiado bajo ocasionará la ruina de ciertas industrias españolas, mal equipadas para soportar sin peligro, el impacto de la competencia exterior. Interrogantes. Los interrogantes en una economía como la española, que quiere ser y no ser neoliberal, no son admisibles.

O la protección de la industria española está fuertemente asegurada —lo que está feo con el neoliberalismo— en cuyo caso se mantiene la angustiosa industria y los dividendos de los accionistas, o entra francamente por la liberalización, a la que no quiere llegar el Gobierno porque serían muchas las empresas españolas que no podrían soportarla. De ahí que el ministro asegure que se va a la liberalización a pasos contados. Hay que evitar que los adormilados empresarios españoles se despierten un día con que no pueden vender la producción en su propia patria a causa de que sus precios resultan excesivamente elevados.

Como es natural en un ministro franquista, aunque insistió en el imperativo inaplazable de modernizar los equipos industriales, no mencionó el insostenible nivel de los salarios. Lo hizo la extrapolación de lo que repercutiría en los costos de la producción el aproximar el salario español al salario medio de Europa occidental. Todos los cálculos y proyecciones están fundados en unos salarios fijos, bloqueados, como si, siendo accesible la europeización de nuestra economía, no fuera necesaria la europeización de los salarios. Se comporta como un japonés. Piensa como un japonés y se dice a sí mismo, o lo da a entender a los demás, que la producción española, modernizada y automatizada, con tan bajos salarios, tiene que ser invencible.

(Pasa a la tercera pag.)

Aclaración

Sobre el homenaje ante la tumba de Largo Caballero

Contrariamente a lo que pudiera entenderse en la información publicada en nuestro número anterior sobre el homenaje de aniversario tributado por los Grupos de Paris al difunto Largo Caballero, como si, siendo accesible la europeización de nuestra economía, no fuera necesaria la europeización de los salarios. Se comporta como un japonés. Piensa como un japonés y se dice a sí mismo, o lo da a entender a los demás, que la producción española, modernizada y automatizada, con tan bajos salarios, tiene que ser invencible.

Ineficacia de la "cruzada" nacional

UN matrimonio amigo, estrechamente solidario con nuestro ideal, residente en España —sirvan estos renglones de acuse de recibo—, me envía la revista «Lumen», de síntesis y orientación de Ciencias Eclesiásticas, de la Escuela Superior de Estudios Teológicos, perteneciente al Seminario diocesano de la capital alavesa. Es el Vol. IX, en el que los sacerdotes señores Abaitúa, Alberdi y Setién hacen una extensa exégesis de la Declaración de los Metropolitanos españoles, en relación con las medidas adoptadas por el Gobierno en orden a conseguir la estabilidad monetaria.

En primer término, esos dignos sacerdotes, haciéndose eco del sentir de los obispos, justifican y fundamentan la Declaración en el principio de que «la Iglesia tiene el deber de predicar la verdad que salva a los hombres, enrostrando todos los inconvenientes y molestias que puedan seguir a su predicación. Para la Iglesia no puede haber mal mayor que el de ser infiel a sí misma, como lo sería si callara cuando debe hablar, más aún teniendo en cuenta que en España la voz de la Iglesia, en materia de interés político o social, es especialmente apercibida y ansiada. Nunca se puede admitir como tolerable una situación social permanente en la que el control público, manifestado y actualizado a través de la opinión pública, sea inexistente. Esto dicen los obispos y sus exégetas. Y añaden: «La verdad es comprometida cuando impone rectificaciones de conducta o señala caminos a seguir contrarios a los apetitos y egoísmos.» «Cuando la predicación del Evangelio deje de ser la espada de dos filos que penetra hasta las intimidades de la conciencia, habrá perdido su eficacia par transformar el mundo.»

Ante manifestaciones de esa expresividad aparecidas en documento de tal relevancia y la autoridad de quien las emite, ¿cómo no pensar en la carta de los 339 sacerdotes dirigida a los obispos de la región vasco-navarra, recibida admirablemente por éstos, en la que, en resumen, vienen a solicitar, con toda clase de respetos, que la Iglesia eleve su voz quebrantando el angustioso silencio que la encadena y la hace cómplice del franquismo, en torno a esa situación política y social, verdaderamente intolerable a través del Evangelio, a que España está sometida desde hace veinticinco años? Es evidente el contraste entre «el dicho y el hecho» de esos metropolitanos y yo me imagino el dolor mo-

ral sentido por esos sacerdotios que están condicionados a lo que al tratar de esta materia, social, y la vida religiosa que teniendo que paliar su verdadero sentir, oculto, indudablemente, en los pliegues de su espíritu verdaderamente cristiano. Dolor extensivo a muchos religiosos (no a todas las naciones, una faz a la que no

dos, por desgracia para los que estábamos habituados; la de Religión), al contemplar cómo esa espada ha quedado mellada y da e inoperante en manos de la inmensa mayoría de los sacerdotes que la Iglesia al dejar incumplido el deber que le está impuesto para «salvar al hombre» y «transformar el mundo». Ya el ex párroco de Alsasua don Marino Ayerra, en su difundido libro «No me avergüence del Evangelio», que ha merecido los honores de la segunda edición, nos dice mucho sobre la impagable deuda por lo cuantiosa que los pastores de la Iglesia han con traído con el pueblo español. Siguiendo el hilo de la Declaración metropolitana, los sacerdotes vitorianos se expresan con amplitud de criterio en cuanto a lo que la justicia social exige del sentido religioso, y dicen: «Se nos ha achacado, en parte con razón, la poca eficacia de los valores religiosos para crear estructuras sociales más humanas y justas, y la vida religiosa española, si quiere estar a la altura que le corresponde, debería exigir una mayor conciencia social.» «El dogmatismo de los estudios científicos demuestra que lo mil-

Ello me valió, una polémica, entre amable y áspera, con un ca-

de sangre. Además van a reclamar una prima que les compensa del riesgo que corren «Diez de ellos se encuentran hospitalizados: sufren de un mal misterioso cuyos síntomas (hemorragias, disminución de glóbulos rojos) se parecen extraordinariamente a la «enfermedad del átomo». Es posible, dicen algunos médicos, que, en efecto, se trate de una leucemia provocada por las radiaciones. Cada cámara emite cierta dosis de radiactividad. Pero otros responden que hasta ahora no se había registrado ningún accidente de irradiación en cuantos trabajan en las cámaras.»

«Por otra parte, la energía que se desprende de ellas es demasiado débil para ser peligrosa. La similitud de desarreglos no prueba nada; el cansancio es lo suficiente para explicar las hemorragias y

Misteriosas dolencias

Diversos y ridículos extrajeros han dado la noticia, procedente de Madrid, de una dolencia rara que experimentan algunos técnicos de televisión española. He aquí los términos en que informa el diario «Paris-Press»: «Los técnicos de la televisión española han decidido que se proceda a un análisis

(Pasa a la segunda pag.)

Buenos Aires, 31-3-61.

"Invitado por el Comité de Defensa de los Demócratas Españoles fué a Londres, el Sr. Llopis, Secretario General del P.S.O.E. y Presidente de la U.G.T. con objeto de explicar la actual situación en España en una reunión organizada por dicha entidad en la Cámara de los Comunes".

"Con esta fecha se recibe una ampliación sobre el tema, que dice:

"El Secretario General del P.S.O.E. en el Exilio, Rodolfo Llopis, ha visitado recientemente la Cámara de los Comunes, para informar a los diputados laboristas y particularmente a Mr. Dennis Hialy, de que el Partido Socialista Español está dispuesto a cooperar con los restantes grupos de la oposición española con el fin de restaurar una Monarquía constitucional en España."

"Sin embargo, Llopis se abstuvo de manifestar a sus interlocutores si el cambio de régimen en España podría esperarse en un futuro próximo. El dirigente exilado parece haber solicitado de los laboristas un apoyo a sus intentos de colaboración socialista con las derechas españolas; sus informes han pasado al sub-Comité encargado de asuntos internacionales, quien a su vez lo transmitirá al Ejecutivo para su posible debate."

"En los círculos socialistas predomina la creencia de que este grupo español se ha comprometido a renunciar a una participación real durante cinco años, en el supuesto "primer gobierno derechista" que se formase en España."

"Los socialistas españoles propugnan asimismo la declaración de ilegalidad del Partido Comunista."

Madrid, 11 de noviembre de 1959."

Noticia aparecida en el BOLETIN DE PRENSA DE EUZKADI, en su número correspondiente al 29-10-59.-

REDACCIO:

Josep PALLACH
32, av. de la République,
MONTGERON (S. et O.)

ADMINISTRACIO:

M. MIQUEL
26, rue des Potiers — Toulouse (H.-G.)
C. Ch. Postaux : 1792-75 - Toulouse *Preu de l'exemplar: 20 francs.*

Endavant

FEDERACIO
DEMOCRACIA
SOCIALISME

Suscripció l'any: 250 francs.

ORGAN CENTRAL DEL MOVIMENT SOCIALISTA DE CATALUNYA

ADOPTANT UNS ACORDS DE LLUITA I D'ESPERANÇA

ELS SOCIALISTES CATALANS VOLEN GUANYAR EL COMBAT PER LA LLIBERTAT

- * Fracàs del «pla d'estabilització» generador de noves misèries.
- * Cal lluitar contra la dictadura, per un règim de democràcia i de justícia social.
- * Constitució d'un Directori de les Forces Democràtiques de Catalunya per a conduir l'acció del nostre poble.

MISSATGE AL POBLE DE CATALUNYA

El mes de març d'aquest any el C. E. del M.S.C. i el Secretariat de Catalunya de la U.G.T. s'adreçaren a l'opinió internacional analitzant la gravíssima situació econòmica espanyola, fruit de vint anys de desgovern «sense el mínim control democràtic, i dominats per la corrupció, el deliri de grandeses i la manca de sentit de la realitat».

La Declaració Econòmica constituïa un advertiment als governs estrangers i als organismes internacionals, a qui els mateixos responsables d'aquesta situació pidalaven ara una ajuda que, amb el pretexte d'una suposada «estabilització», els permetria de continuar la dictadura a benefici de les grans banques i dels privilegiats de l'Estat, i imposaria nous sacrificis als treballadors i a totes les classes productores del país. «Sigui quina sigui l'orientació i els mètodes de govern, deia també la declaració del M.S.C. i de la U.G.T. de Catalunya, per a ésser eficaç és precís que vagi acompanyada d'un recobriment de la confiança del país en ell mateix, del poble en els governants, i de la conformació de TOTS a les dures tasques que caldrà realitzar».

Cap d'aquestes condicions no ha estat complerta. Totes elles exigeixen l'establiment d'un règim de llibertat i de democràcia que és l'únic que pot garantir el mínim de justícia social sense la qual («operació d'estabilització») està destinada a fracassar i implicarà només un gran augment del cost de la vida i la crisi de tot el nostre aparell industrial. Les dues coses ja han començat a manifestar-se a Catalunya i a tot arreu d'Espanya.

Els nostres advertiments, en efecte, no foren escoltats. Els tècnics de l'O.E.C.E. i del F.U. —organisme en el qual l'influència del capitalisme nordamericà és preponderant— trobaren una situació econòmica deplorable, tal com l'havíem descrita nosaltres. Però les exigències de «sanejament» imposades al govern de Franco, aquest les ha fet i les farà recaure damunt dels assalariats i de l'aparell productiu de la societat. En comptes de procedir a una reducció massiva de despeses improductives, en comptes de liquidar els «tinglados» que el govern prometia desmuntar, en lloc de netejar les caixes dels organismes autònoms i de l'immens aparell parasitari bastit entorn, el general Franco troba mesures més simples: devaluació de la pesseta, augment d'impostos i restriccions de crèdits; augment dels transports, de la gasolina, del tabac, dels telèfons —aviat augment del gas, de l'aigua, de l'electricitat... Entretant els salaris continuen inexorablement bloquejats, i la supressió de les hores suplementàries i de les primes imposent una reducció brutal del ja miserable poder de compra dels treballadors. Per damunt d'aquest panorama el fantasma de l'atur forçós plana ja damunt de l'indústria tèxtil i la metal·lúrgia, i el comerç interior coneix el marasme i la crisi de sots-consum.

(Passa a la pàg. 2.)

CREACIO D'UNA COMISSIO D'ESTUDIS SOCIALES I DE FORMACIO SINDICAL CREACIO D'UNA COMISSIO D'ESTUDIS I DE FORMACIO AGRARIA

El Consell de Coordinació del M.S.C. després d'estudiar les propostes de la Secció de Mèxic, igualment que les intervencions de varis companys de França, que expressen les necessitats actuals de l'Interior,

ACORDA:

La creació d'una Comissió d'Estudis Socials i de Formació Sindical, la missió de la qual serà contribuir a la formació dels quadres sindicals capaços d'efectuar demà el gran treball de reconstrucció social que la classe treballadora deuria promoure. L'estudi de les actuals condicions econòmiques i socials del nostre poble constitueix una de les primeres tasques d'aquesta preparació.

La C.E.S.F.S., en la qual col·laboraran els companys d'antiga i valuosa experiència sindical al costat dels nous quadres forjats en l'acció actual i els de preparació universitària, s'estructurarà d'acord amb les normes que seran donades pel Consell General.

El Consell General del M.S.C. farà també el necessari per editar i propagar els treballs preparats per aquesta Comissió.

**

L'importància dels problemes del camp a Catalunya no pot escapar a un partit que, com el nostre, es proposa ésser l'interpret de les grans corrents democràtiques i socials de la nostra terra. L'estudi de les qüestions agràries —que són complexes i han evolucionat durant aquests vint anys— és la primera condició d'una política del camp que, a partir de les realitats catalanes —i tenint present les realitzacions passades, tant en el terreny cooperatiu com sindical— sàpiga fer possible la gran empresa de millorament productiu i de promoció social i cultural que la pagesia catalana sap aconseguir sempre que troba un mínim de recolzament.

El Consell General del M.S.C. s'encarregarà també d'estructurar i organitzar una Comissió d'Estudis Agraris, la qual estudiant i fent conèixer les condicions actuals del camp català, proposarà els elements de formació i de direcció agrària, susceptibles de constituir les bases d'una política democràtica i socialista per a resoldre els problemes de la terra.

MISSATGE AL POBLE DE CATALUNYA

(Vé de la pàg. 1.)

Aquesta situació que descrivim no té altra sortida que l'agreuament fins a la fallida definitiva, enmig de la violència i del caos, quan els 400 milions de dòlars deixats coneguin la sort dels 1.000 milions donats anteriorment i ja malgastats sense cap benefici pels espanyols.

QUE CAL FER DEVANT D'AIXO? QUE CAL FER PER SORTIR D'AQUEST DESORDRE I ANAR VERS UNA VERITABLE ESTABILITZACIÓ ECONOMICA I POLITICA?

El Moviment Socialista de Catalunya reafirma el que ha vingut dient any darrera any, encoratjant així la voluntat de les noves generacions obreres i universitàries, que són la gran esperança de Catalunya: **CAL COMBATRE.**

Es precis que el nostre poble, bo i preparant solucions polítiques i de negociació, que n'hi han, sàpiga que no es dona res per res en aquest món duríssim en el qual ens toca de viure i de lluitar per una vida més humana. Els treballadors sobretot, tots els assalariats que són les grans víctimes de la tirania i de la corrupció, han de preparar-se pels futurs combats. Han de redreçar les banderes que els franquistes intentaren ajupir amb motiu de l'intent de vaga general, culminació de la Campanya de Protesta que fou capaç d'atreure l'atenció de tot el món.

Les Organitzacions Democràtiques, sindicals i polítiques de Catalunya han de consolidar la seva entesa i constituir l'ORGANISME DE COORDINACIÓ I DE DIRECCIÓ DE LA LLUITA, que és també el que ha de representar Catalunya en qualsevol pacte o negociació amb les forces espanyoles de signe democràtic.

L'Organisme representatiu català ha de propiciar la més estreta col·laboració amb les forces dels altres pobles d'Espanya que lluiten també contra la dictadura. I és plegats amb els demòcrates d'Euzkadi i amb les forces obreres i liberals de la península, que hem de precisar les modalitats del combat i senyalar les perspectives polítiques que deuen conduir-nos al règim de llibertat i de justícia que tots desitgem, en el qual Catalunya veurà reconeguts els seus drets i els treballadors satisfetes llurs reivindicacions.

Davant d'aquesta voluntat, amb posicions clares, amb organismes dirigents i responsables, **LA DICTADURA ES ACTUALMENT IMPOTENT.** Malgrat les amenaces de la nova llei d'ordre públic i la repressió contra els treballadors i els estudiants que s'han manifestat pacíficament durant la campanya de protesta, Franco sap que per ell la situació ha canviat fonamentalment i que no es pot permetre les brutalitats i els crims que distingiren el seu govern durant els anys de triomf feixista a Europa. Avui el món no va per aquests camins. Al contrari, per aquesta mateixa tardor s'annuncien bons averanys de pau i entesa entre les dues puixances mundials. Això vol dir que per cada poble és hora més que mai de prendre en mans els propis destins que no podem deixar a l'albir dels poderosos de l'Est o de l'Oest. Catalunya no pot romandre absent d'aquesta lluita que avui saben emprendre els pobles d'Amèrica i de l'Àsia, Àdhuc del Mitjà Orient i de l'Àfrica! Tot Espanya ha de saber redreçar-se! I tot Espanya sap que de Catalunya sortirà la definitiva empenta a la dictadura moribunda i el camí per obtenir la democràcia, la pau i el benestar!

Es per ajudar a aconseguir l'un i altres, que el Moviment Socialista de Catalunya s'ha reunit i ha aprovat les següents

RESOLUCIONS

— 1 —

Acció Sindical de reivindicació obrera: Unitat Sindical U.G.T.-C.N.T.; lluita per l'augment immediat dels salaris i per un salari mínim vital i per l'escala mòvil de salaris en funció dels preus. — Les noves accions de protesta ciutadana han d'ésser organitzades i dirigides, i han d'interpretar l'oposició de tot el país contra el mal govern, la corrupció i la dictadura.

El Moviment Socialista de Catalunya, que continuarà dedicant la màxima atenció al propi treball de propaganda i d'organització entorn del qual educar les noves generacions del nostre poble i bastir així el gran partit socialista que Catalunya necessita, entén que ha de destinar avui totes les seves forces a promoure de nou manifestacions populars de protesta contra la dictadura, susceptibles d'interpretar l'oposició de la gran majoria del país contra el franquisme.

L'acció sindical de reivindicació econòmica ha de recolzar en l'U.G.T., la C.N.T. i els nuclis sindicals d'inspiració cristiana. Es necessària menar sense defallença aquesta acció contra l'intent d'imposar noves misèries als assalariats, a les classes mitjanes i a tots els que produeixen. Les consignes: augment immediat de salaris, salari mínim vital, escala mòvil de salaris són més actuals que mai. El M.S.C. farà tot el que calgui per assegurar-ne la reeixida.

Simultàniament amb aquesta decisió de reivindicació obrera que ha d'ésser permanent i decidida, arrelant a l'interior de cada empresa i de cada indústria, el M.S.C. al costat de les altres forces democràtiques catalanes, sindicals i polítiques i de les noves generacions universitàries, propugnarà les manifestacions pacífiques contra el mal govern i la corrupció que han de reunir totes

les classes socials i plasmar, en el moment oportú, en l'unànime manifestació popular que serà el plebiscit inequívoc que enderrocarà la dictadura.

— 2 —

Constitució d'un Directori de les Forces Catalanes per a dirigir l'acció de Catalunya. Propiciar l'acció conjunta de totes les forces democràtiques d'Espanya que estan contra el règim. Bases mínimes d'entesa.

El Moviment Socialista de Catalunya aprova plenament les negociacions fins ara realitzades, tant a l'interior com a l'Exili, per a concertar els organismes d'unitat democràtica catalana, i insisteix en l'urgència de la creació d'aquesta unitat.

L'acció de Catalunya ha d'ésser dirigida per un Directori o Consell de forces democràtiques, sindicals i polítiques, de l'interior de la nostra terra. És ell també el que ha de propiciar l'acció conjunta amb totes les forces democràtiques que a Espanya combaten la dictadura, senyalant des del primer moment, uns punts mínims de reivindicacions comunes. A l'Exili, el deure de tots els catalans és servir l'organisme de l'interior, i servir-lo estretament units també.

El Moviment Socialista de Catalunya creu que la més pura sortida democràtica a la dictadura actual és la d'una situació provisional de govern que permeti al poble d'expressar la seva voluntat. En aquesta situació Catalunya (i Euzkadi) ha de tenir el seu propi instrument de govern, el qual deurà consultar el nostre poble sobre les seves institucions nacionals i les perspectives d'entesa peninsular. És aquesta la posició que, fidels a un criteri que data

de fa anys i que fou reiterat a París l'any 1957, defensa el M.S.C. i creiem deuriem defensar el conjunt de les forces catalanes en qualsevol entesa o negociació de caire peninsular, convençuts més que mai que per a reeixir-la és indispensable que el poble de Catalunya movilitzi, pacíficament i disciplinada, la seva força que és immensa.

Si en qualsevol moment de l'acció que propiciem es presentés una sortida política que, estalviant sofriments, impliqués la liquidació de la dictadura, el restabliment de la convivència democràtica i de les llibertats bo i reconeguent la personalitat del nostre poble, el Moviment Socialista de Catalunya creu que Catalunya —segura de la seva força que és la millor garantia dels seus drets— no ha d'oposar-s'hi i ha d'impulsar, amb tota la seva energia el procés de democratització del país i la defensa de la pròpia personalitat nacional.

— 3 —

En la nova perspectiva d'entesa internacional entre els Estats Units i la U.R.S.S., els pobles han de prendre en mans els propis destins. Nosaltres volem un socialisme ferm en la defensa dels principis i decidit a propiciar el desarmament i —sense egoismes nacionals— l'acord i la cooperació econòmica de tots els pobles.

Les perspectives de pau i d'entesa internacional que el nostre partit no ha deixat mai de defensar, semblen entrar avui en una nova fase positiva. El Moviment Socialista de Catalunya, al costat de la Internacional Socialista i de les organitzacions sindicals democràtiques del món (als quals devem sobretot el gran impuls de solidaritat

moral quan les detencions del mes de novembre, i que coneixen perfectament el veritable caràcter de la Campanya de Protesta que a Catalunya fou dirigida per les forces democràtiques que nosaltres volem animar) saluda aquestes perspectives pacífiques.

Els socialistes sabem però que la pau no serà efectiva pel simple fet d'unes visites i d'uns possibles acords internacionals, per importants que siguin. La pau, avui com sempre, reposa en la ferma decisió d'afirmar a tot arreu, a l'Est com a l'Oest, els drets democràtics actualment menystinguts; recolza en la voluntat de liquidar les formes d'explotació imperialista i d'establir la necessària cooperació internacional que, resolent els problemes del desarmament, destini els enormes recursos avui malgastats a elevar el nivell de vida dels milions d'éssers freturosos d'una vida millor. L'entesa entre les dues grans potències internacionals és només una condició per a realitzar aquesta immensa feina que és la gran tasca del nostre segle. Per a aconseguir-la, les forces del socialisme europeu han d'estrener més i més els seus llaços i han de manifestar-se fermes en la defensa dels principis que animen la nostra doctrina, relligant els seus esforços als dels partits socialistes i d'avanzada dels altres continents fins avui explotats, i propiciant —sense egoismes nacionals— el gran esforç d'augment de redistribució de la riquesa mundial que el progrés tècnic possibilita cada dia més.

Al costat dels partits socialistes democràtics, al costat de la Internacional Socialista, nosaltres sabem que contribuirem un dia a expandir les valors de fraternitat humana, de justícia i de llibertat, que són les que Catalunya ha donat sempre al món quan ha pogut expressar-se lliurement.

Agos--Setembre del 1959.

DECLARACIÓ SOBRE UNA DEMANDA DE L'INTERIOR I LES QUESTIONS INSTITUCIONALS CATALANES

Nombroses personalitats de Catalunya i gairebé tots els organismes polítics de l'interior han promogut darrerament una important iniciativa que afirmava la conveniència que el càrrec de President de la Generalitat a l'Exili «fos ocupat per persona que gaudeixi d'indiscutible prestigi i de la màxima autoritat entre els catalans». El Moviment Socialista de Catalunya a l'interior, s'associà a aquesta iniciativa purament patriòtica i al marge de tot partidisme.

El Consell de Coordinació del Moviment Socialista de Catalunya, que fustigà com convenia les maniobres dels que fa cinc anys conculcaren la Llei Catalana per propiciar nomenaments avui blasmatos per gairebé tot-hom, constata que hi ha encara alguns antics diputats que pledegen amb argücies per oposar-se a una demanda de l'interior i els deixa la greu responsabilitat que contrauen davant del nostre poble.

SALUTACIÓ ALS SOCIALISTES ESPANYOLS EMPRESONATS EN OCASIÓ DE LA CAMPANYA DE LA PROTESTA

El M.S. de C. que, com l'any passat, ha convidat fraternalment a les seves deliberacions uns companys representants de les noves generacions socialistes espanyoles, delegats de l'A.S.U., adreça una salutació cordial als companys del P.S.O.E., de l'U.T. i de l'A.S.U. d'Espanya que, a les presons de Franco un dia —com a la clandestinitat sempre— han pogut constatar que l'esperit que anima als socialistes catalans és de pregonar germanor amb els socialistes dels altres pobles d'Espanya, amb els quals volem enfortir els llaços de col·laboració i d'amistat que sempre hem defensat, i que són perfectament com-

patibles amb la defensa de la personalitat nacional del nostre poble. El M.S.C. saluda a tots els empresonats per la Campanya de Protesta, i molt particularment als companys de l'A.S.U. recentment jutjats i condemnats a Madrid per aquesta causa. Es damunt del coratge cívic i la combativitat democràtica que haurà d'estructurar-se el dia de demà la política socialista a toda la península.

Société Générale d'Impression
Toulouse
Le gérant: A. IBORRA

ALS SOCIALISTES DE CATALUNYA

El Congrés dels socialistes catalans que aquest any ha tingut un relleu extraordinari i ens ha permès de constatar la força determinant que és avui el Moviment Socialista de Catalunya integrant, a l'Exili, els socialistes de Mèxic, de Venezuela i de diverses repúbliques sudamericanes, mentre reforça i augmenta el nombre de Seccions a França i n'organitza de noves a Bèlgica, Alemanya, Anglaterra i diversos països d'Europa i Àfrica.

TE PERFECTA CONSCIENCIA que és a l'esforç heroic i intel·ligent dels companys de l'interior que es deu sobretot aquesta decisiva reeixida que és avui ja la base d'una política catalana, a dintre i a fora de la pàtria, i que és capaç de plantejar-se i de resoldre els problemes de l'acció definitiva contra la dictadura, igualment que els elements de reconstrucció d'una societat que s'incorpori a les corrents europees i mundials de democràcia i de llibertat.

EL CONGRES SALUDA amb emoció el sacrifici dels nostres companys de l'interior, conegut avui del poble de Catalunya, i l'esperit de continuïtat i de lluita que els anima a ells i a les noves generacions obreres i universitàries que el M.S.C. de l'interior ha sabut educar i inspirar i que han estat a l'avantguarda de la Campanya de Protesta, i **PROMET** fer tot el que calgui per a servir aquet esperit que ens ha d'animar a tots.

Es per això que el Consell de Coordinació del M.S.C. s'adreça de nou als socialistes de Catalunya que, per les raons que sigui no s'han incorporat encara al que cada dia més és el gran partit democràtic dels treballadors dels nostre poble, i els obre fraternalment els braços oferint-los un lloc de companyonatge i combat al servei de la causa que és, avui més que mai, la causa de tots els socialistes catalans.

EDITORIAL

La present edició d'ENDAVANT és destinada a presentar els acords i declaracions del M.S.C.

Sabíem al reunir-nos l'interès — i fins i tot l'expectació — amb què amics i adversaris esperaven les decisions del socialisme català. Heu-les ací. Amb l'entusiasme de sempre, amb més vigoria que mai, amb un Partit que ha afirmat a tot el món la seva presència a l'Interior i ha reforçat a tots els països d'Exili l'acció al servei dels companys que lluiten a Catalunya, el nostre Consell fixa avui unes posicions que rediuen la nostra fe i senyalen camins de raó per a realitzar-la.

«Treure Franco» ha esdevingut amb obsessió gairebé una fase ritual de les reunions d'homes lliures de fora i de dintre d'Espanya. Nosaltres creiem que pot transformar-se en una realitat. I diem com pot fer-se, sense fórmules i sense misteris, amb un cert esforç popular que no hem d'amagar, i predicant amb l'exemple els que constituïm les minories actives que pretenem representar sindicalment i política l'immensa massa sofrent dels nostres pobles.

Sense menystenir a ningú ens cal afirmar que si els catalans no hi posem seriosament el coll, aquesta feina d'alliberar-nos de la dictadura no lo faran pas els altres per nosaltres. Si la nostra anàlisi és justa — i molts d'observadors la confirmen — aquest any pot ésser decisiu. «Que Dios nos ayude», digué Ullastres a les Cortes de Franco al presentar el seu pla generador de noves misèries pel poble i de nous privilegis per les Grans Banques i pels aprofitats de l'Estat franquista. Déu no pot ajudar aquesta mala obra. Però som nosaltres els que hem de posar-hi fi: acceptant un mínim d'esforç en la lluita i sabent per endavant que el combat civil és sempre fecund.

* *

Publiquem igualment el Manifest de constitució del Moviment Socialista Balear, redactat a l'Interior per joves companys de les Illes i ara ja abundantment repartit entre les velles i noves generacions d'aquelles terres germanes. El M.S.C., fidel al tarannà democràtic del nostre poble, creu que és de les inquietuts dels propis demòcrates i socialistes dels països germans de llengua que han de sorgir, en tot cas, els instruments socials i polítics que necessiten. A les Balears ja és un fet. Diem simplement que nosaltres els rebem com a companys, benvinguts i estimats.

Finalment, el nostre homenatge va vers els companys que han conegut recentment les presons de Franco. Els socialistes catalans ens sentim orgullosos del tremp i de la capacitat que han

CONSTITUCIO DEL MOVIMENT SOCIALISTA BALEAR

DECLARACIO

Els joves esquerrans de les Illes Balears, que a desgrat de les decepcions sofertes durant aquests vint-i-tants anys de tirania, no han perdut la fe en les virtuts autèntiques de la LLIBERTAT i de la DEMOCRACIA, les quals han de basar-se per a ésser veritables en la IGUALTAT DE CONDICIONS SOCIALS per a tot-hom, i que hem conservat l'esperança en el destí del nostre poble,

CONSIDEREM :

1) Que es necessària la transformació profunda de la societat balear en l'ordre polític i econòmic, per a posar fi a l'estancament del nostre poble el qual està avui sotmès a una hipòcrita, subtil i embrutidora explotació disfressada que, si continués, acabaria fatalment instaurant i perpetuant un veritable sistema de castes.

2) Que el nostre poble és explotat pels residus de l'aristocràcia de terratinents, per una burgesia mesquina, cínica i renegada de la nostra terra, la qual s'ha divorciat completament de les costums i de la parla nostres, i s'ha format a redòs de les capes més podrides de la nostra societat : contrabandistes i «estraperlistes» enriquits gràcies al mercat negre, que tant s'ha desenvolupat en aquests anys de dictadura.

3) Que totes aquestes minories explotadores han comptat i compten amb la protecció d'un exèrcit i d'una administració forasteres, de les més corrompudes que puguin existir, i amb les benediccions d'un clergat molt amic de donar consells als pobres però que encara ho és més de seure a la taula dels «senyors», oposant-se a qualsevol dels pocs intents que modernament s'han fet a les Illes per a millorar la sort del poble.

Nosaltres no oblidem en aquest aspecte la poc exemplar conducta de la majoria dels components d'aquest clergat durant els anys de terror feixista.

4) Que estant les Balears lligades geogràficament a la Península Ibèrica, creiem que l'actual estructura política i econòmica ha d'ésser substituïda per una UNIO DE NACIONS IBERIQUES, la qual d'acord amb l'inevitable evolució dels esdeveniments haurà d'ésser necessàriament de caràcter SOCIALISTA.

5) Que cal redonar a la nostra classe treballadora la consciència de classe i l'esperit de lluita, perduts en part a causa dels motius ja senyalats, als quals cal afegir la creixent corrupció social, produïda pels fàcils i aparents beneficis del turisme que solament beneficien en realitat a un petit nombre de privilegiats capitalistes, gràcies al monopoli dels negocis d'aquesta indústria.

6) Que cal evitar el que succeí l'any 1936, quan el poble balear es trobà indefens davant de la sublevació feixista per manca d'un proletariat organitzat. I que tenint en compte l'esperit burgès dels antics dirigents balears sabem que hem de prescindir de fases localismes sentimentals, dels quals sempre han fet ús els explotadors, aconseguint així una manca de solidaritat entre les Illes i el divorci d'aquestes amb els pobles germans. Aquests localismes són fora de temps avui que els transports han abolit pràcticament les distàncies, i quan és necessària com mai una ajuda externa que ens permeti redreçar el cap i guanyar definitivament la guerra a l'injustícia i a l'immoralitat.

7) Que per assegurar l'eficàcia de la lluita per l'igualtat de condicions socials per a tots, el màxim respecte a la Llibertat individual, i a les autèntiques peculiaritats de la cultura balear, és necessària la cooperació amb les organitzacions democràtiques que lluiten a la regió peninsular que, ultra ésser la més pròxima geogràficament, conté el proletariat més lluitador de la península dirigit avuit també per una activa minoria de joves treballadors i intel·lectuals i amb la qual ens uneix una comunitat de història, de llengua i de cultura : CATALUNYA.

Per totes aquestes raons, els joves esquerrans balears acordem :

A. — Lluitar amb totes les nostres forces fins aconseguir les millors condicions de vida per a tots els Balears,

B. — Propugnar la creació d'una REGIO AUTONOMA BALEAR, la qual s'administrarà lliurement segons normes democràtiques.

C. — Per obtenir una més gran eficàcia en el combat i més ajuda pel nostre poble acordem la UNITAT D'ACCIO amb el partit de Catalunya que més pot ajudar-nos a obtenir la democràcia social per tots volguda.

D. — En conclusió acordem la creació del MOVIMENT SOCIALISTA BALEAR (M.S.B.), units amb el Moviment Socialista de Catalunya, que és el nostre partit germà.

A les Illes, Primavera del 1959.

sabut mostrar en hores difícils. Al redir-
los aquest sentiment afirmem la nostra
voluntat d'ésser-ne dignes. Es ella la

que ha presidit les nostres decisions i
ara dirigirà l'acció per dur-les a la
pràctica.